

## SOMMAIRE

### Villes

- 1) « Saint-Maur / Une sculpture pour les 30 ans des Ateliers d'art » - Le Parisien
- 2) « Joinville / La rénovation du pont inquiète » - Le Parisien
- 3) « Vincennes / Le film noir Festival aura lieu en novembre » - Le Parisien

### Département

- 1) « 0,3 % de chômeurs en moins en juillet » - Le Parisien
- 2) « Des centaines de sans-bahut à quelques jours de la rentrée » - Le Parisien

### Région / Régionales

- 1) « Les rythmes scolaires sont une source d'inégalités pour les familles » - Le Figaro
- 2) « Une partie de la ligne 4 fermée à cause des travaux » - Le Parisien

### Politique nationale

- 1) « Réforme ou rupture ? Les deux écoles de la droite » - Le Figaro
- 2) « Alain Juppé : « J'ai changé » » - Le Monde
- 3) « Fillon tente de donner du sens à sa campagne » - Les Echos
- 4) « François Fillon se donne cent jours pour réformer la France » - Le Figaro
- 5) « Eric Woerth : « Valls est dans l'autosatisfaction indécente » - Le Figaro
- 6) « Hollande appelle à « neutraliser » Assad » - Le Monde
- 7) « Des dépenses de retraites moins lourdes à l'horizon 2060 » - Les Echos
- 8) « Le collège reste une épine dans le pied de l'exécutif » - Les Echos
- 9) « Le gouvernement privilégie la piste d'une baisse de l'impôt sur le revenu » - Les Echos
- 10) « Gattaz appelle le gouvernement à « passer aux actes » pour conjurer les menaces » - Les Echos
- 11) « Chômage : un léger recul en juillet qui reste à confirmer » - Les Echos

- 12) « Contre le chômage, beaucoup reste à faire » - Les Echos
- 13) « La gauche fait sa rentrée en ordre dispersé » - Le Figaro
- 14) « Najat Vallaud-Belkacem tente de déminer la rentrée » - Le Monde
- 15) « Baisses d'impôts en 2016 : pour Sapin, ce sera l'impôt sur le revenu » - Le Point
- 16) « Thalys : quelles mesures pour renforcer la sécurité ferroviaire ? » - Le Point
- 17) « Thalys : la sécurité dans les trains en question » - Le Point
- 18) « Logement : les ventes repartent, mais pas les chantiers » - Le Figaro
- 19) « Gens du voyages : une communauté au sein de laquelle les forces de l'ordre peinent à enquêter » - Le Figaro
- 20) « Un été marqué par des tensions entre mairies et campements » - Le Figaro
- 21) « L'Eglise ne tourne plus le dos au FN » - Le Monde
- 22) « A suivre » - Le Monde
- 23) « Brèves » - Les Echos

### **Ouverture et curiosités**

- 1) « Radio France en quête de sérénité » - Le Monde
- 2) « L'Etat islamique mène une stratégie spéciale d'organisation du dhijad en Europe » - Le Monde
- 3) « Plus personne ne peut ignorer le défi du réchauffement » - Les Echos
- 4) « Sur le climat, nous n'avons plus de temps à perdre » - Le Monde
- 5) « Merkel fait un pas de plus pour les migrants » - Libération

## Villes

*« Saint-Maur / Une sculpture pour les 30 ans des Ateliers d'art » - Le Parisien*

### SAINT-MAUR

## Une sculpture pour les 30 ans des Ateliers d'art



■ Vous avez peut-être aperçu ce totem composé de femmes nues qui a récemment été érigé dans l'avenue du Bac à Saint-Maur-des-Fossés. Il est le fruit du travail des Ateliers d'art. L'association qui accueille un millier d'élèves vient de célébrer ses trente ans d'existence et a souhaité marquer cet anniversaire par cette sculpture réalisée collectivement il y a quelques années mais qui vient juste d'être finalisée. Une installation qui s'ajoute aux concerts et expositions qui se sont déroulés au printemps dernier. Les inscriptions aux cours de musique et d'arts plastiques se feront à la réouverture des Ateliers le 2 septembre.

« Joinville / La rénovation du pont inquiète » - Le Parisien

JOINVILLE

# La rénovation du pont inquiète



Joinville-le-Pont, hier. Les travaux sur le pont de Joinville, qui passe au-dessus de la Marne, entraîne des restrictions de circulation et des embouteillages. Le secteur est à éviter jusqu'à la fin septembre. (LP/E.M.)

**D'UN CÔTÉ**, des ouvriers tapissent la chaussée de goudron ; de l'autre, des automobilistes s'impatientent. Débuté en mai, le chantier de rénovation du pont de Joinville — qui relie le centre-ville à Polangis — vient d'entrer dans sa phase finale avec la réfection des voies et la peinture des garde-corps. Il faudra ensuite repeindre l'ensemble de l'ouvrage et le conseil départemental n'aura plus à y toucher pour dix ans. Reste que le chantier suscite des inquiétudes.

■ **La circulation modifiée.** « J'ai mis plus d'une demi-heure à traverser et ça n'est pas encore la rentrée... » Comme cette salariée qui travaille près du pont, des automobilistes s'interrogent sur le calendrier choisi pour fermer les voies de bus. « Ça aurait été judicieux de faire ça

en août », peste une riveraine. C'est ce qui était prévu, assure-t-on au conseil départemental, sauf qu'il a fallu réaliser des sondages à la recherche d'amiante. Un aléa qui a eu pour conséquence de décaler le chantier de trois semaines. Les voies devraient rouvrir à partir du 21 septembre.

■ **Un décapage au-dessus de la Marne.** Fin juillet, l'élu d'opposition EELV Michel Laval s'inquiétait sur les réseaux sociaux de voir de « la peinture fort ancienne et contenant possiblement du plomb se retrouver en grande partie dans la rivière. Tous ceux qui empruntent l'escalier d'accès à l'île Fanac peuvent voir le dépôt des déchets ». Une « préoccupation » jugée « légitime » au département où l'on explique que « des bâches ont été installées pour récupérer les rési-

dus ». Et d'ajouter que Voies navigables de France, qui contrôle le chantier au-dessus de la Marne, n'a pas demandé d'interruption de chantier pour cause de pollution.

■ **Le pont repeint couleur béton.** Viendra aussi la peinture de l'ouvrage, phase qui inquiète notamment le président de l'association de sauvegarde de l'environnement de Polangis et du quai de la Marne. « Il faut une restauration à l'identique, pas à la sauvage », demande Michel Rioussel, craignant notamment que les murets incrustés de galets soient recouverts. « Pour les garde-corps, la ville a choisi une couleur gris neutre par cohérence avec ce qui a été fait sur le quai Chapsal, explique-t-on au conseil départemental. Nous n'avons aucun intérêt à dénaturer le patrimoine. »

ELSA MARNETTE

« Vincennes / Le film noir Festival aura lieu en novembre » - *Le Parisien*

## VINCENNES

### Le Film noir Festival aura lieu en novembre

■ Plus de 30 films de jeunes réalisateurs seront en compétition, du 26 au 29 novembre, pour la troisième édition du Film noir



Festival à Vincennes. Depuis 2013, l'association les Alibis organise cet événement dont la bande-annonce est disponible sur YouTube, seul festival français à traiter de ce genre cinématographique. Au cinéma le Vincennes, les organisateurs proposeront des avant-premières, des hommages à des réalisateurs emblématiques du film noir, et la compétition de courts-métrages dont le lauréat sera connu à la fin du festival. La programmation complète ainsi que les différents événements du festival seront annoncés prochainement.

---

## Département

*« 0,3 % de chômeurs en moins en juillet » - Le Parisien*

### ■ CHIFFRE

**0,3 %** de chômeurs en moins en juillet. Ce timide regain d'espoir ne permet pourtant pas encore de regarder l'avenir de manière confiante : voilà comment se jaugent les derniers chiffres du chômage pour le mois de juillet publiés hier par le ministère du Travail. Dans le Val-de-Marne, cette baisse des demandeurs d'emploi (catégorie A) correspond à 190 personnes en moins. Si l'évolution du nombre de chômeurs est nulle chez les moins de 25 ans, on constate également que, pour tout âge, les femmes sont plus touchées que les hommes par le non-emploi. Au total, on recense 75 290 personnes sans travail à la fin juillet. La baisse moyenne en Ile-de-France est identique à celle du département.

« Des centaines de sans-bahut à quelques jours de la rentrée » - Le Parisien

# Des centaines de sans-bahut à quelques jours de la rentrée

Cette année, SOS Rentrée croule sous les sollicitations. Des centaines de jeunes craignent de ne pas avoir d'affectation mardi prochain. Certains d'entre eux témoignent.

**CE DEVRAIT** être une évidence. Et pourtant, à chaque rentrée, c'est un défi : faire que chaque élève poursuivant des études, du collège jusqu'après le bac, soit accueilli par un établissement.

Depuis fin mai, à SOS Rentrée, on s'active pour accompagner ceux qui peinent à trouver un point de chute. Cette année, déjà plus de 260 jeunes sont venus consulter le dispositif du conseil départemental, actif depuis vingt ans déjà, inquiets de ne s'être vu accepter dans aucune école. Et ce chiffre ne couvre pas la totalité des sans-bahut, qui, hier encore, emplissaient le hall de l'inspection académique.

**« Ça ne s'arrange pas avec les bons taux de réussite au bac »**

Un membre de SOS Rentrée

« Cette année encore, la rentrée s'annonce difficile pour plusieurs centaines de jeunes toujours sans affectation à quelques jours de la

reprise des cours », déplore-t-on au conseil départemental, exhortant l'Education nationale à « répondre aux demandes d'affectation des jeunes qui veulent poursuivre leurs études ». En première ligne : les passages de la 3<sup>e</sup> à la

seconde, les redoublements de terminale et de plus en plus de difficultés pour s'inscrire à l'université. « Et ça ne s'arrange pas avec les bons taux de réussite au bac qu'on a eus récemment. Il faut davantage de moyens »,

confie-t-on dans le staff de SOS rentrée, qui reçoit encore tous les jours des appels.

Si, d'année en année, le problème ne diminue pas — 225 inscriptions l'an dernier —, SOS Rentrée salue le partenariat avec les services de l'Education nationale.

La direction académique avait par ailleurs prévu d'ouvrir huit nouvelles classes de 2<sup>de</sup> sur le département pour faire face à une hausse démographique ; elle vient d'ajouter quatre nouvelles ouvertures.

Aujourd'hui et demain se tiendront justement à la direction académique les commissions qui doivent étudier les centaines de dossiers de jeunes encore sur le carreau, espérant trouver pour la majorité d'entre eux une solution avant la rentrée.

Les sans-bahut se réuniront mardi matin, jour de la rentrée, devant l'inspection académique.

QUENTIN LAURENT  
(AVEC BASTIEN LEJEUNE)

## « Ouais, je suis un peu en stress »

Maxime, 17 ans

« Je n'ai pas eu d'été, je ne pensais qu'à ça », souffle Raphaël, 16 ans, en sortant des locaux de SOS Rentrée hier. Le jeune homme a postulé pour une affectation en 2<sup>de</sup> générale au lycée Guillaume-Apollinaire de Thiais, fin juin, mais n'a toujours pas l'assurance d'avoir un établissement pour la rentrée, mardi prochain. « Il était dans le privé, on voulait qu'il revienne dans le public », complète son père, venu avec lui pour l'aider dans les démarches. Tous les deux ont le nœud dans le ventre de devoir peut-être attendre encore dix jours de plus pour trouver une affectation. André\*, lui, vient d'arriver dans le département, la tête encore dans les cartons, et

s'est inscrit au lycée Schumann de Charenton. Mais voilà, son inscription n'a toujours pas été validée. « Le timing est vraiment short », confie à voix basse l'adolescent, à qui on a également fait savoir qu'il ne saurait peut-être pas avant la rentrée s'il pouvait intégrer l'établissement souhaité ou un autre. « Ouais, je suis un peu en stress », lâche Maxime, 17 ans, en sortant, lui, du bâtiment de l'inspection académique, où encore, hier, une longue file de sans-bahut défilait. « J'ai redoublé ma terminale bac pro commerce et je ne suis pas assuré d'être repris dans mon lycée, Camille-Claudel à Vitry », s'inquiète l'adolescent. Q.L.

\* Le prénom a été modifié.

**Lire aussi**

La société

PAGE 15

## Région / Régionales

« Les rythmes scolaires sont une source d'inégalités pour les familles » - Le Figaro



**VALÉRIE PÉCRESSE**  
ANCIENNE MINISTRE, TÊTE DE LISTE DES RÉPUBLICAINS AUX RÉGIONALES EN ÎLE-DE-FRANCE

### Les rythmes scolaires sont une source d'inégalités pour les familles

**Quel bilan tirez-vous de la réforme des rythmes scolaires ?**  
Cette réforme est une source d'inégalités pour les familles. Compte tenu de son coût, elle donne lieu à des traitements très différents d'une commune à l'autre. J'ai été particulièrement frappée par l'attitude du maire de Trappes, qui, puisqu'il n'est pas en mesure de financer les temps périscolaires, demande aux parents de mettre la main au portefeuille. J'entends aussi le cri des communes rurales où l'on ne trouve pas d'animateurs. Les parents sont en colère, les maires en difficulté financière, et les enfants subissent de grandes différences de traitement. On aurait dû laisser le libre choix dans chaque ville.

**Comment la réforme du collège est-elle accueillie en Île-de-France ?**  
Il existe une forme de résistance passive à la réforme du collège, car personne ne veut supprimer les filières d'excellence, souvent instaurées dans les établissements qui en ont le plus besoin. Ces filières rendent attractifs des collèges fragiles en y maintenant la mixité sociale. Si ces filières sont supprimées, le niveau scolaire va chuter, et le risque de collèges-ghettos va augmenter.

**Quelle est la situation des lycées de la région en cette rentrée scolaire ?**  
La rentrée 2015-2016 est marquée par l'arrivée au lycée des enfants du baby-boom de l'an 2000. Sept mille jeunes de plus vont donc entrer au lycée en septembre. Nous avons tiré la sonnette d'alarme, mais la gauche a diminué le budget de 132 millions d'euros entre 2006 et aujourd'hui. Résultat, 75 % des chantiers de lycées sont aujourd'hui en retard. C'est une situation dramatique car le bon état des lycées est la première condition de réussite pour les jeunes.

**Et concernant le recrutement des professeurs ?**  
La situation est là aussi très préoccupante. Nous n'arrivons plus à pourvoir les postes dans de nombreux établissements. Quand il ne se fait pas avec des étudiants qui ont obtenu 4/20 au Capes, comme en maths, le recrutement a alors lieu à Pôle Emploi. La question de l'attractivité du métier d'enseignant doit donc être posée. Il faudrait offrir aux professeurs des conditions de travail plus avantageuses, avec par exemple des classes moins nombreuses et une différenciation salariale pour ceux qui acceptent de rester sur le long terme dans les établissements difficiles.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ÈVE TARABORRELLI

« Une partie de la ligne 4 fermée à cause des travaux » - Le Parisien

## MÉTRO

# Une partie de la ligne 4 fermée à cause des travaux

**RÉAUMUR-SÉBASTOPOL**, tout le monde descend ! A partir d'aujourd'hui, le trafic est interrompu pour travaux sur la partie nord de la ligne 4 du métro (Mairie-de-Montrouge - Porte-de-Clignancourt). Les neuf dernières stations, de Strasbourg-Saint-Denis jusqu'au terminus de Clignancourt, ne seront pas desservies avant lundi matin.

Un système de bus de remplacement sera mis en place dans les deux sens, mais seulement entre le terminus et la gare du Nord (X<sup>e</sup>), le reste du trajet pouvant être assuré via d'autres lignes de métro ou le RER B. Les navettes de remplacement circuleront, à une cadence comprise entre deux et dix minutes, aux mêmes horaires que les métros. Des agents de la RATP se-

ront présents aux endroits clés de la perturbation pour renseigner les voyageurs.

La ligne de métro est partiellement fermée pour permettre le remplacement d'un aiguillage dans la station Gare-du-Nord. « Il s'agit de travaux de maintenance classiques, sans rapport direct avec le projet d'automatisation de la ligne 4 », indique-t-on à la RATP. Ce chantier géant, qui doit permettre d'équiper la ligne de rames sans conducteur, débutera l'année prochaine. Comme sur la ligne 1, automatisée depuis 2013, ces travaux seront menés de nuit pour limiter au maximum les interruptions de trafic. La ligne 4 doit être totalement automatisée à l'horizon 2022.

**BENOÎT HASSE**

## Politique nationale

« Réforme ou rupture ? Les deux écoles de la droite » - Le Figaro

### Réforme ou rupture ? Les deux écoles de la droite

**E**n 2012, François Hollande avait fait de la jeunesse sa priorité. Pour 2017, ce sont tous les prétendants de la droite qui font de l'école « la mère des réformes », comme le dit Alain Juppé.

La sortie du livre du maire de Bordeaux a un premier mérite : replacer le débat à droite sur le fond. Les quinze mois de campagne pour la primaire des Républicains ne seront pas uniquement une bataille de sondages, de petites phrases et de ralliements, mais aussi un concours d'émulation sur le projet.

Mettre l'école en avant peut sembler une gageure pour la droite. D'abord parce qu'elle a toujours été fortement minoritaire dans le monde enseignant. Ensuite parce que son bilan ne plaide pas toujours pour elle. De la réforme de l'université d'Edgar Faure, après mai 68, à l'introduction des théories du genre sous Luc Chatel, en passant par l'instauration du collège unique par René Haby, la droite s'est souvent laissée porter par les vents idéologiques dominants : Ses électeurs prêtant davantage de mérite à deux ministres de gauche, Claude Allègre et Jean-Pierre Chevènement.

L'opposition a aujourd'hui toutes les chances de reprendre la main et de se construire une légitimité sur un sujet qu'elle a longtemps négligé. La désillusion Hollande frappe en effet le cœur de cible de l'électorat de gauche, au premier rang duquel les profs. Les 60 000 postes promis - et pas même créés - ont montré l'incapacité à penser l'école autrement qu'en termes d'effectifs. La « refondation » annoncée par Vincent Peillon a fait pschitt, noyée dans la maladroite gestion de la réforme des rythmes scolaires. La réforme du collège et celle des programmes ont suscité une levée de boucliers de la part d'intellectuels ou de consciences morales de gauche.

Perdues par la gauche, les classes populaires ont filé au Front national. Déçu par la gauche, le monde enseignant peut-il basculer à droite ? C'est évidemment l'espoir de ceux qui briguent l'Élysée. Mais chacun avec sa méthode. Et son tempérament.

Comme sur l'ensemble des sujets, Alain Juppé met en avant sa volonté de « rassemblement » et d'« apaisement », quand François Fillon ou Bruno Le Maire croient à la nécessité d'une « rupture ». Dans le détail des propositions, il y a plus d'une convergence entre leurs projets ou ceux esquissés par Nicolas Sarkozy, Xavier Bertrand et d'autres. Comme l'autonomie des établissements, l'évaluation des méthodes pédagogiques ou la refonte du métier d'enseignant, que la droite veut plus disponible et mieux rémunéré.

Mais, soignant une popularité qui dépasse largement son parti, Juppé n'envisage pas de revenir sur les grandes réformes de ce quinquennat, et refuse d'enfourcher les thématiques classiques sur l'autorité ou le primat de la transmission des savoirs, rognée au fil des ans par toutes sortes de modules « pédagogiques » ou « citoyens ». Au point que même son allié centriste François Bayrou déplore sa timidité.

Alain Juppé préfère les réformes concrètes aux querelles symboliques. Fillon ou Le Maire, qui avaient bataillé contre la réforme du collège, pensent au contraire que la crédibilité de la droite passe par le courage de briser les tabous et de mener les batailles idéologiques. De ce point de vue, pour la droite l'école est un bon... cas d'école. ■



» Retrouvez  
Guillaume Tabard  
tous les matins à 8h10  
sur Radio Classique

Déçu par  
la gauche,  
le monde  
enseignant  
peut-il  
basculer  
à droite ?

« Alain Juppé : « J'ai changé » » - Le Monde

10 | FRANCE

Le Monde  
JEUDI 27 AOÛT 2015

## Alain Juppé : « J'ai changé »

L'ex-premier ministre, candidat à la primaire à droite pour la présidentielle, revient sur sa trajectoire politique et expose ses idées pour l'éducation

ENTRETIEN

Un an après son annonce de candidature à la primaire à droite pour la présidentielle de 2017, Alain Juppé publie, le 26 août, le premier de ses quatre livres programmatiques. *Mes chemins pour l'école* (JC Lattès, 306 pages, 12 euros). A cette occasion, le maître (les républicains) de Bordeaux et ancien premier ministre s'exprime sur l'actualité européenne, sa trajectoire politique et ses idées pour réformer l'éducation nationale.

**Que préconisez-vous pour remédier à la crise des migrants ?**

C'est un problème majeur, qui fait partie des quatre grands défis à relever sur le long terme : le réchauffement climatique, la maîtrise des nouvelles technologies, la manière de nourrir 10 milliards d'êtres humains et la gestion des flux migratoires. La solution est surtout géopolitique. Il faut notamment accroître l'aide au développement en Afrique. Dans l'immédiat, il faut mettre un terme à notre politique d'ouverture complète. L'Europe doit dire qu'elle ne peut pas accueillir toute la misère du monde et arrêter les flux migratoires à la source. Or, aujourd'hui, nous n'avons pas les moyens de mener une telle politique à cause de deux lacunes fondamentales : il n'y a pas suffisamment de contrôles aux frontières extérieures de l'Europe et pas assez de négociations avec les pays sources.

**Sur l'éducation, vous affichez une volonté réformatrice mais votre expérience à Matignon s'est soldée par un blocage de la France. Avec-vous changé depuis l'époque où vous étiez le premier ministre « droit dans ses bottes » de 1995 ?**

Oui, j'ai changé. J'ai appris avec l'expérience que j'en ai trop fait à cette époque. Je n'avais pas tout fait. J'avais en garde de Nicole Notat, alors secrétaire générale de la CDT, et André Bergeon, ex-secrétaire général de la CFT-FO, qui considéraient que je n'étais pas prêt à réformer les retraites et n'avaient conseillé de ne pas en parler. Dans mon an de réformation, je n'avais pas tenu compte de leur remarque et j'avais évoué ce sujet en une phrase. Cela avait suffi pour mettre le feu aux poudres.

J'ai appris la doctrine de la goutte d'eau : il ne faut pas faire déborder le vase en voulant trop en faire. Autre enseignement : il faut annoncer clairement la réforme. L'erreur, en 1995, était de ne pas avoir annoncé la réforme des retraites avant l'élection. Pour la prochaine présidentielle, je ne ferais pas cent dix propositions mais une dizaine ou une vingtaine de grandes réformes. Je dirai clairement aux Français ce que je veux faire et pourquoi je leur demande mandat. S'ils me font confiance, je me sentirai les mains libres.

**« En 2017, ce sera une alchimie entre un projet clair, convaincant, et une personnalité rassurante »**

pour appliquer mon programme car j'en aurai pas la préoccupation de me faire réélire.

**Avez-vous l'impression que les Français vous connaissent vraiment ?**

Je ne sais pas s'ils connaissent l'homme que je suis. C'est pourtant nécessaire. L'élection d'un président de la République, c'est le choix d'un homme et d'une personne. En qui les Français vont-ils placer leur confiance pendant cinq ans ? C'est là-dessus que cela va se jouer. Pas sur le physique... En 2017, ce sera une alchimie entre un projet clair, convaincant et une personnalité rassurante. Les Français ont une certaine image de moi : ils me voient - à tort - comme quelqu'un d'un peu froid. C'est parce que j'exerce la fonction de président de la République mérite une certaine dignité. Les Français savent aussi d'une façon générale que je tiens mes engagements et que j'ai le sens de la fidélité. Cela explique leur indulgence à mon égard car ils savent que j'ai parfois payé pour d'autres.

**N'êtes-vous pas en décalage avec la réalité de la société française, lorsque vous évoquez son « identité heureuse » ?**

J'exprime un espoir. Il y a évidemment des tensions dans le pays, mais globalement, les Français ne se déchirent pas et ils sont heureux de vivre ensemble. J'en ai pas une vision idyllique de notre pays. Je veux simplement éviter les amalgames car je suis préoccupé par la globalisation du rejet de l'islam. Il faut lutter pied à pied. Si je l'ai souvent dit à nos amis musulmans : ils doivent monter au créneau, dire que le djihadisme n'est pas leur religion, que l'islam, ce n'est pas la mort. Certains le disent mais pas assez.

**En adoptant un ton modéré sur l'immigration et l'islam, avez-vous fait le deuil des électeurs FN ? Nicolas Sarkozy, lui, les cible ouvertement...**

Ce que je dis ne laisse pas indifférent, même les sympathisants FN. Je ne néglige ni ma droite ni ces sujets. Je publierai d'ailleurs un livre sur les questions régaliennes en janvier 2016. Je suis un homme de droite non sectaire qui veut éviter les chagres inutiles, les polémiques qui s'embranchent et créent beaucoup de dégâts dans un flot d'informations en continu. Je veux me consacrer à l'essentiel et rechercher ce qui rassemble plutôt que ce qui divise.

**Menacez-vous toujours de vous présenter directement au premier tour en 2017 si l'organisation de la primaire ne vous convenait pas ?**

Bien sûr. Si la primaire apparaît « bidonnée », elle n'aurait pas de légitimité. Mais je ne me place pas pour le moment dans cette perspective. Les premières décisions me conviennent parfaitement mais je reste vigilant.

**Etes-vous convaincu que votre popularité se transformera en bulletins de vote ?**

Si je n'en étais pas convaincu, je ferais boutique ! Les études d'opinion convergent et sont encourageantes. Je suis aussi conscient que tout cela est très volatil, que le contexte peut changer. Mais il vaut mieux être là où je suis. Quand j'ai lancé ma candida-

ture il y a un an, tout le monde a prédit que je ne tiendrais pas lorsque Nicolas Sarkozy rentrerait dans le jeu, que je serais balayé. Ce n'est pas ce qui s'est passé.

**Vous sentirez-vous lié au programme de votre parti qui sera voté en juin ?**

Si le parti s'engageait dans la définition d'un programme extrêmement contraignant qu'il prétendrait imposer à tous les candidats à la primaire, ce serait une erreur. Il faut un socle de valeurs communes. A partir de ça, chacun fera preuve de sa capacité d'innovation.

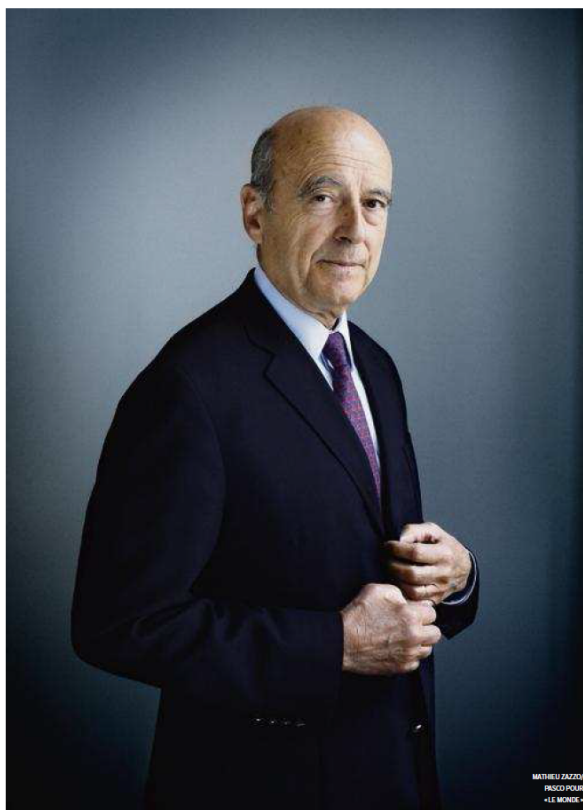
**Etes-vous touché par les critiques sur votre âge ?**

On peut changer beaucoup de choses, sauf son état civil. Il vaut mieux être un septuagénaire actif et imaginaire qu'un quinquagénaire plan-plan. Hillary Clinton a, par exemple, seulement deux ans de moins que moi. Le président tunisien en a même dix-neuf de plus, ce qui me laisse des perspectives...

**A droite, certains disent que vous n'avez pas envie d'être président mais que vous voulez enfin être aimé et prendre une revanche sur le passé...**

Oui, j'ai envie d'être aimé, n'est-ce pas le cas de tout le monde ? Pourquoi un homme politique n'aurait-il pas envie d'emporter l'adhésion de ses concitoyens ? Mais je n'ai aucune revanche à prendre.

PROPOS RECUEILLIS PAR LUC CÉLÉST, MATTHIEU GOAR ET ALEXANDRE LEMARIE



MATTHEU JAZZOT / RSCG / AUB - LE MONDE

## « Il faut s'engager dans une rénovation en profondeur de notre système éducatif »

**Le ministre de l'éducation s'est moqué de votre « promesse de Gascogne » visant à revaloriser le salaire des enseignants du primaire de 10 %. Que lui répondez-vous ?**  
En matière de promesses électorales, Najat Vallaud-Belkacem et le président sont passés maîtres. On est la promesse de créer 60 000 emplois dans l'éducation ? On voit bien que cet engagement n'a pas été tenu, notamment à cause du manque d'attractivité du métier de professeur.

**Certains vous accusent d'utiliser une grosse ficelle électorale...**

Nos enseignants sont-ils bien rémunérés ? Ceux qui enseignent en primaire en France sont payés 20 % de moins que la moyenne de leurs collègues de l'OCDE. Il y a un rattrapage à opérer. J'ai chiffré une mesure d'application rapide qui serait de l'ordre de 10 %, ce qui couvrirait en année pleine environ 12 milliard d'euros. Pour autant, ce n'est pas le cœur de mes propositions. Il faut s'engager dans une rénovation en profondeur de notre système éducatif, qui réclamera du temps, de la continuité et de la stabilité. Quand on change de ministre tous les ans ou tous les deux ans, comme l'a fait la gauche, cela montre qu'il n'y a pas de réforme en profondeur. Mon objectif, si je suis élu président, est de garder le même ministre de l'éducation pendant cinq ans et de lui confier un vrai mandat.

**Pour « mettre le paquet » sur les maternelles et le CE, vous proposez un redéploiement des moyens au détriment du second degré. Comment l'expliquer aux familles ?**

La France dépense moins pour son enseignement primaire que la moyenne des grands pays et dépense plus pour son enseignement secondaire. C'est paradoxal. Si on rapprochait progressivement de la moyenne européenne le

temps d'enseignement dispensé à nos élèves dans le secondaire, qui est très court, cela dégrèverait des marges de manœuvre. Cela permettrait non pas de supprimer des postes mais d'en recruter moins dans le secondaire, davantage en maternelle et au CP et donc de consacrer plus de moyens aux débuts de la scolarité.

**Certaines disciplines du secondaire verraient leurs horaires baisser, cela ne déclencherait-il pas des protestations infinies ?**

Pas nécessairement. J'insiste sur le fait que ce livre n'est pas un programme de gouvernement. Il ouvre le débat. J'ai commencé par un gros travail de concertation, pas seulement avec des experts mais aussi avec des parents et des enseignants, en dépouillant plusieurs milliers de réponses avec mon équipe, et j'ai bien l'intention de continuer dans cette voie. Sur les modalités, il reste beaucoup de marge de manœuvre et de discussion. Quant aux syndicats, ils ne se sont pas tellement exprimés jusqu'à présent sur mes propositions. Mais le dialogue est ouvert. Je ne suis pas pessimiste, car il y a une formidable attente de faire bouger le système, de donner de la liberté, de l'autonomie, de la capacité d'innovation.

**Dans les missions de l'école, vous citez en premier la formation de l'esprit critique...**

C'est l'essentiel ! Quand on parle de lire, d'écrire, compter, il ne faut pas oublier d'y ajouter : raisonner. Pour moi, la fonction fondamentale de l'école est de donner à chaque enfant les outils du jugement critique. Montaigne ne disait pas autre chose en prélevant : « une tête bien faite à une tête bien pleine ». Evidemment, je n'oublie pas pour autant les savoirs fondamentaux, les valeurs communes et la préparation de l'insertion professionnelle.

PROPOS RECUEILLIS PAR L. CÉ., M. GR ET AL. LL.

« Fillon tente de donner du sens à sa campagne » - Les Echos

## Fillon tente de donner « du sens » à sa campagne

### POLITIQUE

Le député de Paris a présenté mercredi son « manifeste pour la France ».

Il bataille pour rattraper son retard dans les sondages.

**Gabriel Nédélec**  
gnedelec@lesechos.fr  
— Envoyé spécial  
à Rouez-en-Champagne

François Fillon n'abandonne pas. Non, jure-t-il, il n'est pas « enterré ». L'ancien Premier ministre, qui a fait ce mercredi sa rentrée à l'abbaye de Rouez-en-Champagne, dans la Sarthe, a présenté un manifeste intitulé « Osons dire, osons faire » dans lequel il a regroupé ses propositions des deux dernières années. Afin de tenter de « don-

Jérôme Chartier. Mais François Fillon veut aussi effectuer un virage. Moins sur le fond (il défend toujours son concept de « rupture » et prône avant tout la « liberté », notamment économique) que dans la forme. Il doit publier à la mi-septembre un livre plus personnel, dans lequel il reviendra notamment sur sa relation compliquée avec Nicolas Sarkozy. L'ouvrage devrait « surprendre », promet son entourage, s'appliquant à faire monter le suspense.

« Fendre l'armure »  
Même s'il s'est targué, dans son discours, de gagner « la bataille des idées », l'ancien locataire de Matignon est conscient que l'élaboration de son projet – à ce jour le plus abouti de ceux des prétendants à la primaire –, ne lui a pas permis de rattraper son retard dans les enquêtes d'opinion, où il est même désormais talonné par Bruno Le Maire, le challenger de la



François Fillon veut faire de la France « la première puissance en Europe », d'ici à dix ans. Photo Jean-François Monier/AFP

ner du sens » à un « projet de société » qui entend faire de la France « la première puissance en Europe », d'ici à dix ans.

Malgré les sondages qui le donnent loin derrière Nicolas Sarkozy et Alain Juppé, le député de Paris continue de croire à sa stratégie basée « sur le fond, sur l'action, pas sur les postures » pour remporter la primaire à droite de 2016. « Je vais continuer ce travail avec vous en proposant, dans les prochains mois, des réformes sur la santé, l'entrepreneuriat, la politique énergétique, la solidarité, la sécurité, la justice, la ruralité, la culture », a-t-il égrené en préambule de son texte. Cette rentrée doit marquer « une accélération », selon la formule d'un de ses proches, le député

compétition. « Le travail de fond ne suffit pas, il faut fendre l'armure », explique un de ses partisans, Bruno Retailleau, chef de file des sénateurs Les Républicains.

Ses concurrents répètent inlassablement que la course est déjà terminée pour lui. Convaincu que les Français ne veulent pas revivre le match de la présidentielle de 2012, François Fillon, lui, se donne six mois – selon ses proches – pour remonter la pente et se relancer. Soit deux fois plus de temps que pour enclencher, s'il est élu en 2017, les principales réformes. Là, il promet d'aller vite, car « il n'y a pas de temps à perdre » : « cent jours », assure-t-il, pour créer « un choc de confiance ». ■

François Fillon se donne cent jours pour réformer la France » - Le Figaro

# François Fillon se donne cent jours pour réformer

L'ancien premier ministre a présenté mercredi, dans la Sarthe, le programme « TGV », qu'il appliquera s'il est élu en 2017.

JUDITH WAINTRAUB @jwaintraub  
ENVOYÉE SPÉCIALE À ROUEZ-EN-CHAMPAGNE (SARTHE)

**OPPOSITION** En accueillant à huis clos les parlementaires arrivés mercredi matin à l'ancienne abbaye cistercienne de Rouez-en-Champagne, dans son fief sarthois, François Fillon les a prévenus : « *Maintenant, il faut jeter toutes nos forces dans la bataille. On a accumulé suffisamment de propositions et d'énergie pour passer la vitesse supérieure.* » Le décor de cette troisième rentrée de l'ancien premier ministre depuis 2012 n'a pas changé, mais il s'est lancé dans une nouvelle phase de sa campagne. « *Fillon s'est imposé comme l'homme des idées. Il veut montrer aujourd'hui qu'il est aussi l'homme du "faire"* », explique Patrick Stefanini, son directeur de cabinet. D'où la place donnée à la méthode que le candidat s'est engagé à appliquer s'il est élu en 2017.

Il l'explique dans « *Le manifeste pour la France* », dont il a confié la promotion aux quelque 400 membres de son parti, Force républicaine, présents mercredi. Dans ce fascicule de 35 pages intitulé *Osons dire, osons faire*, il promet que « *les cent jours suivant l'élection (présidentielle NDLR) seront tout entiers consacrés aux réformes de fond.* » « *Nous prendrons le TGV des réformes structurelles* », écrit-il. Pour éviter qu'elles ne s'enlisent, il a déjà dit qu'il emprunterait la voie référendaire juste après les législatives, mais cette fois, il a précisé les cinq sujets qu'il demanderait aux Fran-

çais de trancher : inscription d'une « *règle d'or budgétaire* » dans la Constitution, application d'une méthode de quotas à la politique migratoire, réduction du mille-feuille territorial « *autour de deux grands niveaux* », communes et communautés de communes d'une part, départements et régions d'autre part, réduction du nombre de parlementaires et égalité des régimes de retraite du public et du privé.

## « Nous gagnons la bataille des idées qui préfigure la victoire ! »

Cette dernière réforme a été ajoutée cet été à une série de référendums à laquelle François Fillon affirme avoir pensé « *dès la campagne pour la présidence de l'UMP* », fin 2012. Avant ou après Nicolas Sarkozy, qui a lui aussi annoncé qu'il recourrait à la voie référendaire s'il était à nouveau élu ? L'entourage de l'ancien premier ministre « *ne sait pas* » et ne veut pas se lancer dans une querelle avec le camp sarkozyste.

Du moins sur ce sujet. Car le mal-aimé des sondages n'hésite pas à lancer des piques tant à l'ex-chef de l'État qu'à Alain Juppé dans l'interview qu'il a accordée mercredi à *Ouest-France*. « *Mes concurrents, qui disaient qu'on ne peut pas gagner avec un projet comme le mien, sont en train de le piller largement* », assure-t-il. L'un de ses proches énumère : « *Sarkozy voulait garder les 35 heures, il s'est résigné à confier aux branches le soin de négocier le temps de travail. Juppé refusait la suppression de l'ISF, il a fini par s'y rallier.* »

Dans son discours à Rouez-en-Champagne, Fillon a feint de se réjouir : « *Nous gagnons la bataille des idées qui préfigure la victoire !* » Il veut croire que les électeurs de la primaire finiront par lui reconnaître deux qualités par rapport à ses rivaux, la volonté de « *faire et d'assumer la critique du bilan* » de la droite au pouvoir, et la « *radicalité* » de son programme de « *rupture complète* ».

À condition que la compétition soit loyale. « *On voudrait nous faire croire que la primaire est déjà jouée, que les sondages et votre vote, c'est la même chose. Ne le croyez pas !* », a-t-il exhorté ses partisans. La primaire sera la première étape de la reprise en main de votre destin. Vous ne vous laissez pas confisquer cette échéance démocratique. »

Dans l'auditoire, au moins deux députés parmi la soixantaine d'élus présents ont décidé d'attendre avant de répondre à cet appel : Éric Ciotti et Éric Woerth, désormais membres de la garde rapprochée de Nicolas Sarkozy chez les Républicains. « *Je ne dirais pas que ma présence équivaut à un soutien à la candidature de François Fillon, a précisé le député des Alpes-Maritimes. Je suis simplement là dans la continuité de mon engagement dans la préparation de son projet. Pour le reste, le match n'est pas joué.* » Ciotti choisira entre Sarkozy et Fillon vers juin 2016. Woerth (lire ci-dessous), lui, ne donne pas de date, tant il est persuadé que « *les choses peuvent bouger jusqu'au dernier moment* ». ■

« Eric Woerth : « Valls est dans l'autosatisfaction indécente » - Le Figaro

## Éric Woerth : « Valls est dans l'autosatisfaction indécente »

Pour le député de l'Oise, en charge du projet pour les Républicains, le premier ministre « fait semblant de réformer ».

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ALBERT ZENNOU @AlbertZennou

LE FIGARO. - Que répondez-vous à la tribune de Manuel Valls parue mardi dans *Les Échos* ?

ÉRIC WOERTH. - Cette tribune sonne creux. C'est un exercice de communication qui n'est absolument pas tourné vers les Français. Il est à destination du Parti socialiste et, par souci d'équilibre, du Modéf. C'est un exercice assez dérisoire par rapport au drame que nous sommes en train de vivre : drame des migrants et du chômage qui forment des peurs insupportables de la société française. Le premier ministre dans cette tribune résume assez bien la nature de son action : il fait semblant de réformer. Ça ressemble à de la réforme, mais ce n'est pas de la réforme. Valls affirme que la croissance repart. Elle est extraordinairement faible. Même le ministre de l'Économie en convient... Inférieure à celle de nos partenaires de même taille, elle ne permet donc ni de rembourser notre dette ni de réduire le chômage.

★ Valls affirme aussi vouloir promouvoir le travail. Belle idée ! Mais alors pourquoi ne le fait-il pas ? Il le dit juste au moment où son mi-

nistre du Travail est en train de fuir son gouvernement, préférant Dijon à la France. Le travail n'a jamais été mis en avant depuis trois ans. Ils ont même réussi à faire baisser le nombre d'apprentis. Ils n'ont pas fait de réelle réforme du marché du travail. Valls dit vouloir le faire... à

« Il y a un processus d'évitement des vrais sujets qui est assez remarquable dans ce gouvernement »

ÉRIC WOERTH

moins de deux ans de la présidentielle. Que ne l'a-t-il pas fait avant ? Valls dit vouloir lutter contre les inégalités de revenu. Parfait ! Mais nous sommes dans un pays frappé par une hyperfiscalisation, aussi bien des ménages que des entreprises. Le premier ministre aurait dû réfléchir il y a déjà longtemps à mener une autre politique.

Vous ne croyez donc pas à l'assainissement de la trajectoire économique promise par le premier ministre ?

Pour parvenir à cet assainissement, il faut réduire drastiquement les dépenses publiques et faire baisser la fiscalité. Or, aujourd'hui, nous avons au final plus de dépenses publiques. Et pour ce qui est de la fiscalité, la réalité est qu'elle augmentera cette année. Il est donc faux de dire qu'elle baisse. Quand on a fait monter un arbre jusqu'au ciel, commencer à l'élaguer ne le fait pas baisser. La politique économique assainie est juste dans la tête du premier ministre, pas dans la réalité des choses. Il a une vision idéelle de la société française, donc il fait semblant de réformer.



Éric Woerth, au siège des Républicains, à Paris. SÉBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

Rien ne trouve grâce à vos yeux, même la loi Macron ou les lois de simplification ? Je juge aux actes et aux résultats. Valls est un dans un exercice d'autosatisfaction relativement indécent et technocratique. Il se fracasse sur la réalité des faits et sur l'opinion des Français. Le gouvernement place la communication avant toute chose. La loi Macron est par exemple une loi de communication sur la croissance et l'activité. C'est une loi qui ne touche

qu'aux marges des sujets à aborder. Il y a un processus d'évitement des vrais sujets qui est assez remarquable dans ce gouvernement. Du coup, les résultats de la France sont nettement moins bons que ceux d'autres pays. Idem pour la simplification. Qui peut croire que la loi pénibilité, le CICE, la loi Duflot sur le logement amènent une simplification ? La vérité est que l'on assiste à une complexification de la société française, soit l'inverse de ce que Manuel Valls annonce.

Donc pour vous, il n'y a pas d'alignement entre les intentions et les actes ?

Pire, il y a une rupture entre les intentions et les actes. Valls veut le beau temps, mais il est en pleine dépression. Le sommet a été atteint quand, cet été, François Hollande a annoncé une baisse des impôts en 2016. C'est comme l'inversion de la courbe du chômage. Faire baisser le chômage quand on l'a fait tant monter, ça ne veut rien dire. Même chose pour la baisse des impôts, qui ne toucherait que certains, et qui est avant tout un hommage rendu à la prochaine présidentielle de 2017. Mais contrairement à ce que dit François Hollande, la politique suivie ne produit aucune marge de manœuvre. Il n'y a donc malheureusement rien à redistribuer. On est donc dans du pur électoralisme. ■

« Hollande appelle à « neutraliser » Assad » - Le Monde

---

## Hollande appelle à « neutraliser » Assad

Le président français a regretté l'« inaction de la communauté internationale » en Syrie et évoqué un possible rôle de l'Iran dans la résolution du conflit

Il y a deux ans, presque jour pour jour, en s'adressant au corps diplomatique à l'Élysée, François Hollande avait appelé à « punir » Bachar Al-Assad, le chef de l'État syrien qui venait de faire un usage massif d'armes chimiques dans la banlieue de Damas. Le président français soutenait alors ouvertement une intervention militaire contre le régime syrien. Une option qui paraissait imminente, avant le revirement spectaculaire du président américain, Barack Obama.

Deux ans plus tard, la déception est encore vive chez François Hollande. Il est à nouveau revenu sur ce moment charnière, à l'occasion de la même conférence annuelle des ambassadeurs, mardi 25 août. « L'inaction de la communauté internationale après qu'une ligne rouge a été délibérément franchie a coûté cher, très cher. Daech [acronyme arabe de l'organisation État islamique (EI)], qui n'existait pas sous cette forme en Syrie, s'est installé, et Bachar Al-Assad a continué à massacrer son peuple », a déploré M. Hollande.

Au-delà de la pique adressée à

M. Obama, le président français a mis en exergue la situation en Syrie pour illustrer les principaux points de son intervention : la lutte contre l'EI, « le plus grand danger », ainsi que les crises migratoires qui « sont les tragiques conséquences des conflits qui s'accumulent ».

Mais le propos du président a aussi marqué une évolution après les ravages de quatre ans de guerre en Syrie. Après l'échec de deux conférences internationales (Genève I et II), M. Hollande continue de plaider pour une transition politique en Syrie, « c'est une nécessité ». Pour cela, a-t-il poursuivi, la première condition « c'est la neutralisation de Bachar Al-Assad ». L'expression reflète une nuance par rapport au départ du dictateur syrien, jusqu'alors posé comme un préalable à toute ouverture de négociation. « C'est un petit pas en direction des Russes et des Iraniens, les principaux alliés du régime syrien », note François Nicoullaud, ancien ambassadeur de France en Iran.

Autre inflexion : le président a évoqué la nécessité « de mêler

toutes les parties prenantes à la solution ». « Je pense aux pays du Golfe, je pense aussi à l'Iran », a-t-il précisé. Là encore, le changement est perceptible, car la France et les autres pays occidentaux s'étaient opposés à la participation de l'Iran aux précédentes négociations en raison de son soutien indéfectible à Bachar Al-Assad.

### « Nouvelle relation avec l'Iran »

Mais, en deux ans, les équilibres régionaux ont été bouleversés par l'émergence de l'EI. Et surtout, la conclusion, le 14 juillet 2015, d'un accord sur le contentieux nucléaire iranien, qualifié « d'avancée », a ouvert des perspectives. « Une nouvelle relation avec l'Iran est possible », a relevé François Hollande qui s'est toutefois montré très prudent, en soulignant que cette situation « suscite des espoirs qui ne doivent pas se transformer en illusions ».

Le président ne pouvait pas faire autrement que d'apporter son « soutien » à l'accord conclu sur le nucléaire iranien mais, entre les lignes, se devinait une forte ré-

serve. Cet accord est une feuille de route, il doit maintenant être progressivement mis en œuvre. Or, la France a toujours manifesté un certain scepticisme vis-à-vis de Téhéran sur ce dossier. François Hollande a assuré le « service minimum et s'est retenu d'apporter un coup de main à Barack Obama qui affronte l'hostilité d'une grande partie du Congrès sur cet accord », note Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.

Le président Hollande n'a pas réservé ses piques qu'à Barack Obama. Il en a aussi adressé à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, en évoquant l'intervention de 2011 en Libye qui n'a pas « réussi à consolider un État », même s'il a jugé cette opération « nécessaire ». Et le chef de l'État a également répondu à tous ceux, notamment à droite, qui avaient estimé que la non-livraison des navires de guerre Mistral à la Russie ébranlait la crédibilité commerciale de la France. « Jamais les produits français, pas seulement les Rafale, n'ont fait l'objet d'autant de sollicitations. » ■

YVES-MICHEL RIOLS

« Des dépenses de retraites moins lourdes à l'horizon 2060 » - Les Echos

# Des dépenses de retraites moins lourdes à l'horizon 2060

## PROTECTION SOCIALE

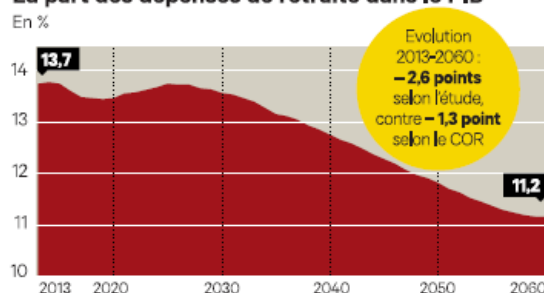
Selon une étude, le poids des retraites rapporté au PIB va baisser deux fois plus vite qu'attendu.

Une amélioration due à la démographie, mais aussi à de moindres gains de productivité.

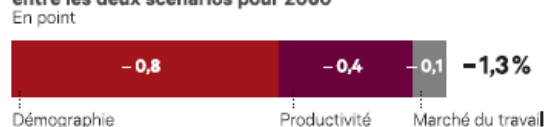
Solveig Godeluck  
sgodeluck@lesechos.fr

A priori, le système de retraites devrait être de plus en plus lourd à financer. Les seniors sont plus nombreux, ils vivent plus vieux, et l'emploi est rare. Mais grâce à vingt années de réformes et à des effets démographiques qui devraient s'inverser à long terme, c'est le contraire qui devrait se passer. Selon une étude pilotée par la Commission européenne et réalisée par la direction du Trésor et l'Insee, les dépenses de retraite pourraient passer de 13,7 % du PIB en 2013 à 11,2 % en 2060. Soit une baisse de 2,6 points, deux fois supérieure à ce que prévoit dans son scénario central le Conseil d'orientation des

### La part des dépenses de retraite dans le PIB



### Contribution des différentes hypothèses à l'écart entre les deux scénarios pour 2060



« LES ÉCHOS » / SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE, THE 2015 AGEING REPORT

retraites (COR), qui table, lui, sur 12,4 % du PIB à l'horizon 2060.

#### Des sources différentes

Cet écart entre les deux projections s'explique avant tout par les hypothèses démographiques, qui font, à elles seules, 0,8 point de différence. Le COR s'appuie sur des chiffres de

l'Insee qui remontent à 2010, et l'Europe sur les données Eurostat de 2013. Le taux de fécondité français passe ainsi de 1,95 enfant par femme pour le COR à 1,99 enfant, ce qui signifie qu'à long terme il y aura plus d'actifs qui cotiseront pour les retraités. Quant à l'espérance de vie, elle est plus faible d'environ 1 point

dans la projection d'Eurostat, à 90 ans pour les femmes et 85,2 ans pour les hommes. Avec pour corollaire moins de pensions à verser.

Par ailleurs, l'étude européenne prévoit un taux de croissance moyen de la productivité du travail de 1,5 % à long terme, aligné sur celui du COR. Mais à court terme elle est plus pessimiste : les gains de productivité ne sont que de 1,2 % entre 2020 et 2030, contre 1,3 à 1,5 % selon le Conseil d'orientation des retraites. Dans l'immédiat, cela se traduit par un essoufflement de la croissance ; plus tard, cela donne des pensions moins généreuses. Le fardeau du financement des retraites est donc allégé pour les cotisants. Cette projection s'écarte de 0,4 point de celle du COR.

De même, la nouvelle étude projette un taux de chômage dégradé de 7,5 % à long terme, contre 4,5 % (et une variante à 7 %) dans le scénario central du COR. Avec plus de demandeurs d'emploi, il y a dans un premier temps moins de cotisations sociales qui rentrent dans les caisses et, dans un deuxième temps, un peu moins de retraites à payer. Mais, comme l'avait montré le Conseil d'orientation des retraites, l'effet de la variation du taux de chômage est finalement minime sur le financement du système de retraite. L'écart avec la prévision du COR n'est que de 0,1 point. ■

« Le collège reste une épine dans le pied de l'exécutif » - Les Echos

# Le collège reste une épine dans le pied de l'exécutif

## ÉDUCATION

Un appel à la grève se profile pour le mois prochain.

Marie-Christine Corbier  
mccorbier@lesechos.fr

Combien de temps le SNES-FSU – le principal syndicat d'enseignants du second degré – et la ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, vont-ils se regarder en chiens de faïence sur la réforme du collège ? Sa mise en place n'est prévue que pour la rentrée 2016, mais elle est dans toutes les têtes. « On va faire tout ce qu'il faut pour obliger la ministre à reprendre les discussions », indiquait mercredi l'une des co-secrétaires générales du syndicat, Frédérique Rolet. Au programme : la perspective d'une troisième journée de grève mi-septembre – après celles de mai et juin – et une manifestation nationale en octobre.

La charge contre la réforme est violente. « Quoi qu'en dise la ministre, le dossier n'est évidemment pas clos », insiste Frédérique Rolet. C'est une contestation de fond. Le syndicat promet « beaucoup d'assemblées générales » dans les établissements dès la prérentrée, le 31 août. Il accuse le gouvernement, en introduisant l'autonomie des établissements dans sa

réforme, de faciliter « le futur travail de la droite si elle revenait au pouvoir en 2017 ». Et rappelle à Najat Vallaud-Belkacem que l'ex-ministre Vincent Peillon avait l'habitude de dire qu'une réforme qui n'est pas portée par les personnels est « d'avance condamnée »... « Il faut tout remettre à plat », poursuit Roland Hubert, lui aussi co-secrétaire général.

### Réforme « essentielle »

« Je ne change pas de position », a insisté Najat Vallaud-Belkacem mardi. En indiquant que la réforme était « essentielle » pour mettre fin à « la dégradation continue » dans les collèges. « C'est de l'inconscience sur la réalité des problèmes des établissements que l'on ne peut pas résoudre par des slogans et des mots », tacle Frédérique Rolet.

Voilà pour les postures. Pour le reste, « Manuel Valls cherche une porte de sortie sur le collège et a demandé à la FSU d'y réfléchir », confie un proche du dossier. Contactée, la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, refuse d'évoquer sa rencontre récente avec le Premier ministre. La porte est étroite. Il ne faudrait pas mécontenter les syndicats qui soutiennent la réforme. Ni que le gouvernement perde la face. Cette réforme « est celle dont la jeunesse de ce pays a besoin », déclarait Manuel Valls le 6 mai. ■

« Le gouvernement privilégie la piste d'une baisse de l'impôt sur le revenu » - Les Echos

## Le gouvernement privilégie la piste d'une baisse de l'impôt sur le revenu

**« L'impôt sur le revenu est aujourd'hui la question principale pour les Français », estime le ministre des Finances, Michel Sapin.**

En annonçant une baisse d'impôt en 2016 « *quoi qu'il arrive* », François Hollande a soigné sa gauche. Mais il a aussi relancé le débat sur la politique fiscale du quinquennat et sur la forme que doit prendre ce futur geste vers les ménages. Si l'ancien Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, plaide pour une baisse de la CSG (lire ci-dessus), ce n'est clairement pas la piste privilégiée par le gouvernement. « *Je pense que la question de l'impôt sur le revenu est aujourd'hui la question principale pour les Français* », a expliqué le ministre des Finances, Michel Sapin, mercredi sur RTL.

Suppression d'une nouvelle tranche, réforme des taux marginaux d'imposition... les modalités techniques ne sont pas arbitrées. Mais c'est bien dans cette direction que Bercy travaille, Michel Sapin estimant qu'il faudra de nouveau cibler les plus basses tranches : « *Il y aura une baisse d'impôt pour les Français,*

*pas tous les Français, mais en particulier les Français les plus modestes* », a-t-il encore affirmé.

Jean-Marc Ayrault n'est toutefois pas le seul partisan d'une diminution de l'impôt des ménages via la CSG. Adopté fin juillet par le bureau national du PS, le rapport de Jean-Marc Germain suggère de privilégier la mise en place d'une réduction dégressive de la CSG pour les revenus inférieurs à 2 SMIC. « *Lisible pour le contribuable, cette première étape permettra de poser le socle du rapprochement entre l'impôt sur le revenu et la CSG* », peut-on lire dans le rapport.

### « Un test grandeur nature »

Dans leur ouvrage mis en ligne ce jeudi par la fondation Jean-Jaurès (« Pour un impôt juste, prélevé à la source »), les députés Jean-Marc Ayrault et Pierre-Alain Muet proposent de verser une partie de la prime d'activité – qui remplacera en janvier la prime pour l'emploi et le RSA activité – sous forme d'une CSG dégressive pour les revenus inférieurs à 1,3 SMIC. La prime d'activité est « *l'une des réformes les plus ratées du quinquennat* », avait déjà dénoncé

l'économiste Thomas Piketty au printemps, militant également pour une CSG progressive. « *Cela permettrait d'avancer sans attendre dans la progressivité de la CSG et de faire un test grandeur nature du prélèvement à la source* », justifie Pierre-Alain Muet. « *Une CSG progressive ferait beaucoup de perdants, sans même parler des risques juridiques* », rétorque-t-on à Bercy.

Les propositions de mise en œuvre du prélèvement à la source avancées dans le livre des deux députés devraient davantage intéresser le ministère des Finances. « *La mise en œuvre en 2016-2017 de la déclaration sociale nominative [qui permet à l'employeur de déclarer en une seule fois toutes ses données sociales] est la garantie du respect de la confidentialité des données et d'avoir un impôt immédiatement ajusté aux revenus* », explique Pierre-Alain Muet. Forcément satisfaits des annonces du chef de l'Etat sur la mise en place du prélèvement à la source pour 2018, les deux élus n'y voient toutefois qu'un « *préalable qui s'impose à toute réforme significative de notre système fiscal* ». Un premier pas vers la fusion IR-CSG. — F. S.

« Gattaz appelle le gouvernement à « passer aux actes » pour conjurer les menaces » - Les Echos

## Gattaz appelle le gouvernement à « passer aux actes » pour conjurer les menaces

### PATRONAT

Le président du Medef est prêt à jouer le jeu de la négociation, à condition qu'elle ne s'éternise pas.

Marie Bellan  
mbellan@lesechos.fr

Aller vite, saisir les opportunités, agir. Voilà les mots que Pierre Gattaz n'a cessé de répéter ce mercredi, en inaugurant l'université d'été du Medef à Jouy-en-Josas (Yvelines). Le président du Medef, plus à l'aise dans son rôle de chauffeur de salle que les deux années précédentes, a eu à cœur de montrer que son organisation est prête à accompagner les réformes. Mais pas n'importe lesquelles. A tous ceux qui, au gouvernement, accusent le patron des patrons de ne plus vouloir jouer le jeu de la négociation, Pierre Gattaz a, semble-t-il, voulu montrer le contraire. « Je suis toujours prêt à discuter », a-t-il souligné durant sa conférence de presse. Mais il ne faut pas que les discussions s'éternisent, voilà les conditions du Medef.

« Il faut que le bateau France soit consolidé », a-t-il prévenu dans une longue métaphore maritime. « Il



Le président du Medef, Pierre Gattaz, lors de l'inauguration de l'université d'été à Jouy-en-Josas ce mercredi. Photo Eric Piermont/AFP

faut colmater les brèches dans les six à neuf prochains mois, pas plus. Si la croissance mondiale devait ralentir, on risque d'entrer dans une autre tempête. Et de passer de 10 % à 13 ou 14 % de chômage en France serait très grave », a-t-il ajouté, faisant référence à la crise boursière qui a secoué les marchés asiatiques ces dernières 72 heures. Si le président du Medef ne souhaite pas affoler ses troupes en criant à la catastrophe, certains des dirigeants présents à l'université d'été sont beaucoup plus inquiets sur les conséquences de cette crise. « Ce n'est pas un krach

passager. La Chine est en train de changer de modèle de croissance de manière durable, ce qui aura nécessairement des effets sur le commerce mondial », analyse l'un des membres éminents du Medef.

### Maintenir la pression

Raison de plus, estime Pierre Gattaz, d'accélérer le mouvement des réformes et de « passer des discours aux actes ». D'abord sur le plan social avec, comme le demande le patronat, la simplification du Code du travail et l'élargissement des accords collectifs d'entreprise sur

lesquels planche Jean-Denis Combrexelle. « Idéalement, il faut en discuter avec les partenaires sociaux, mais si on ne peut pas, le gouvernement doit prendre ses responsabilités », prévient le patron des patrons.

Sur le plan fiscal, Pierre Gattaz n'est pas en reste puisqu'il a, prenant de court certains de ses adhérents, demandé la transformation du crédit impôt compétitivité emploi (Cice) en baisse de charges dès 2016. Le sujet divise toujours les membres du Medef, certains tenant à conserver un dispositif qui fonctionne et qui commence à porter ses fruits,

### La crise boursière qui a secoué les marchés asiatiques inquiète les chefs d'entreprise.

alors que d'autres lui préféreraient des baisses de charges qui seraient moins susceptibles d'être remises en cause par la majorité parlementaire.

Pierre Gattaz sait qu'il n'a guère de chance d'obtenir ce basculement en baisses de charges aussi rapidement. Mais c'est pour lui une façon de maintenir la pression sur le gouvernement. Au risque, toutefois, de déclencher de vives discussions au sein du Medef et, plus largement, du patronat. ■

« Chômage : un léger recul en juillet qui reste à confirmer » - Les Echos

\* LES ECHOS / SOURCE : INSEE

# Chômage : un léger recul en juillet qui reste à confirmer

## EMPLOI

**Le chômage a diminué pour la première fois depuis janvier.**

**Derek Perrotte**  
dperrotte@lesechos.fr

Le gouvernement a peut-être trouvé le moyen de contenir le chômage : se passer de ministre du Travail. Alors que la nomination du successeur de François Rebsamen, qui assure son propre intérim depuis deux semaines, se fait attendre, Pôle emploi a annoncé mercredi un léger recul du nombre de chômeurs en juillet, avec 1.900 inscrits de moins en catégorie A (ne travaillant pas du tout). En ajoutant

les demandeurs d'emploi ayant en partie travaillé dans le mois (catégories B et C), le total s'inscrit toutefois en hausse, à +15.100. Un effet de vases communicants classique en phase de faible reprise de l'activité : via notamment le rebond de l'intérim, des chômeurs à l'arrêt total retrouvent des activités partielles. Dans le détail, le chômage des jeunes a reculé en juillet (-0,7 %) mais celui des plus de 50 ans a continué de progresser (+0,7 %), tout comme le chômage de longue durée (+10,4 % sur un an).

**Perspectives incertaines**  
C'est, à défaut d'une baisse marquée à brandir en cette rentrée sociale, un petit soulagement pour l'exécutif. L'annonce récente d'une croissance nulle au second trimestre pouvait laisser craindre une nou-

**- 1.900**  
**CHÔMEURS DE CATÉGORIE A**  
ont été enregistrés en juillet.

velle déconvenue sur le front du chômage, qui demeure la première préoccupation des Français. Au contraire, les créations de postes sont restées bien orientées et « après un net ralentissement début 2015, on enregistre depuis deux mois une stabilisation du chômage », s'est réjoui François Rebsamen. Mi-août, commentant son futur départ du ministère, il confiait à « L'Obs » que « le plus frustrant, c'est que j'allais y arriver ». Le recul de juillet, le premier depuis janvier, lui permettra de partir sur une note plus joyeuse qu'à l'accoutumée, mais pas de redresser son

bilan : lors de ses dix-sept mois rue de Grenelle, le nombre de chômeurs a progressé de 200.000 et la France compte aujourd'hui plus de 3,55 millions de chômeurs de catégorie A en dépit d'un recours massif aux emplois aidés.

Son successeur arrivera dans un contexte en nette amélioration. Sur un an, la hausse du chômage n'est plus « que » de 3,9 % et, surtout, une accalmie se dessine sur les trois derniers mois, confortant l'Elysée dans son sentiment que le pire est passé. « On est enfin dans une vraie stabilité mais on attend encore le coup d'après, celui qui permettra d'endosser un recul durable », indique l'entourage de François Hollande. C'est tout l'enjeu, alors que le chef de l'Etat a conditionné sa candidature en 2017 à une « baisse crédible » du chômage. Avant l'été, l'exécutif caressait l'espoir qu'elle s'enclenche dès cet automne. Mais le coup d'arrêt de la croissance au deuxième trimestre et le ralentissement chinois rendent cette perspective très incertaine. « La mobilisation du gouvernement va se poursuivre afin de consolider et amplifier ces résultats », indique François Rebsamen en rappelant les mesures prises ces derniers mois, comme les aides à l'embauche dans les TPE-PME et la formation des chômeurs aux emplois vacants. ■

## 1,5 million de chômeurs de longue durée sont particulièrement éloignés de l'emploi

Tous les chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an ne sont pas tous aussi éloignés de l'emploi : certains n'ont pas du tout travaillé (catégorie A), d'autres ont un peu ou beaucoup travaillé dans le mois (catégories B et C). Ceux qui ont régulièrement été en activité peuvent espérer profiter sans trop de difficultés d'une reprise du marché du travail. La situation de ceux qui ont un

gros trou dans leur CV est tout autre. Ils sont nombreux. Selon les statistiques de Pôle emploi, que « Les Echos » se sont procurées, 1.466.613 demandeurs d'emploi depuis plus d'un an n'avaient pas du tout travaillé pendant douze mois sur les quinze derniers mois en mars 2015, dernier chiffre disponible.

➔ Retrouvez l'intégralité de l'article sur [lesechos.fr](http://lesechos.fr)

« Contre le chômage, beaucoup reste à faire » - Les Echos

---

LE POINT  
DE VUE

de Gilles Savary

## Contre le chômage, beaucoup reste à faire

**N**on, nous n'avons pas tout essayé contre le chômage. Certains diront même que notre pays s'accommode d'un consensus implicite d'exclusion, d'un dualisme croissant entre des travailleurs « à vie » et des chômeurs définitivement exclus.

Or le monde du travail est en plein bouleversement. Les offreurs et les demandeurs d'emploi adoptent des stratégies de contournement des rigidités du marché du travail institutionnel. On le voit dans l'explosion du nombre d'auto-entrepreneurs, dans le recours massif aux CDD, à l'intérim, au travail détaché, ou celle des emplois « désintermédiés » par le numérique (Airbnb, Uber, etc.). Cette flexibilisation empirique, sauvage, constitue d'ailleurs un démenti flagrant aux thèses de l'aversion au travail, exploitées politiquement par les contempteurs des « fainéants » ou des « assistés ». Les Français veulent travailler.

Pour affronter ce problème plutôt que le nier, le chantier prioritaire est la sécurisation de la couverture sociale pour tous les types d'emploi, envisagée comme un droit universel, dont le financement se découplerait progressivement de l'emploi. D'autres réformes sont, par ailleurs, nécessaires pour réduire les freins à l'emploi. Le Pôle des Réformateurs formule ainsi les propositions suivantes :

- Envisager une réforme constitutionnelle. La récente décision du Conseil constitutionnel sur le principe d'égalité de tous les salariés devant la loi interroge au regard de la réalité vécue par nos concitoyens. Assimiler la vie dans les PME et dans les grands groupes du CAC 40 est une pure fiction. Notre droit doit pouvoir porter des mesures plus adaptées pour

les salariés des PME, même si cela nécessite une réforme constitutionnelle.

- Simplifier le droit du travail. Le second axe sur lequel nous devons agir, dans la lignée des propositions de MM. Badinter et Lyon-Caen est de simplifier, de rendre plus transparent, plus lisible notre droit du travail. Sa complexité et son opacité actuelle constituent en réalité moins des garanties pour les salariés, notamment fragiles, qu'un nid à procédures où tous sont perdants.

- Mettre en place des accords de compétitivité. La loi sur l'ANI a permis des avancées considérables sur le chômage partiel et les négociations de plan de sauvegarde de l'emploi. Il faut désormais

---

**Le monde du travail est en plein bouleversement.**

---

**Le chantier prioritaire est la sécurisation de la couverture sociale pour tous les types d'emploi.**

---

permettre à nos entreprises de passer, au nom de la compétitivité, des accords de maintien dans l'emploi, à condition qu'ils soient négociés dans le cadre des branches et prévoient les mêmes garanties que la loi de 2013.

- Mettre en œuvre un grand plan de requalification des chômeurs de longue durée. Il faut réorienter des ressources de la formation professionnelle, insuffisamment mobilisées pour cette cause prioritaire, mais aussi de l'assurance-chômage, de l'Etat et des régions. Par ailleurs, nous proposons de créer un

nouveau type de contrat d'apprentissage pour les chômeurs de longue durée. La rémunération versée par l'employeur (70 % du SMIC) serait assortie d'une obligation de formation. Les 30 % restants seraient complétés par des dispositifs de type RSA et prime d'activité.

- Agir pour l'emploi des familles monoparentales. De très nombreux chefs de famille monoparentale (très majoritairement des femmes) renoncent à un emploi afin de ne pas dégrader une vie familiale déjà précarisée. Face à ces renoncements contraints, nous proposons un dispositif particulier pour prendre en charge les surcoûts d'acceptation de l'emploi par les familles monoparentales.

- Poursuivre la réforme du statut de travailleur détaché. Le détachement des travailleurs a toujours accompagné les échanges entre pays, mais il est aujourd'hui dévoyé. Nous proposons de supprimer la possibilité de détachement par des agences de travailleurs intérimaires.

- Ouvrir une concertation régionale. Enfin, notre politique de l'emploi souffre d'une insuffisante prise en compte des ressentis du terrain. Nous proposons donc d'ouvrir des cycles régionaux de concertation entre des panels représentatifs des différents types d'entreprises et de chômeurs, en présence de Pôle emploi, des missions locales, des agences d'intérim et des autorités de formation professionnelle, dont les principales conclusions serviraient de base de travail aux négociations sociales nationales.

---

**Gilles Savary** est député (PS) de la Gironde, il s'exprime au nom du Pôle des réformateurs.

« La gauche fait sa rentrée en ordre dispersé » - Le Figaro

POLITIQUE

## La gauche fait sa rentrée en ordre dispersé

Juste avant l'université d'été du PS de La Rochelle, les Réformateurs et les frondeurs socialistes, ainsi que le Front démocrate, organisent aussi leur événement.

JULIEN CHABROUT @JulienChabrou

**GAUCHE** Comme un air de match à distance. Pendant que le Pôle des réformateurs, l'aile droite du PS, se réunira près de Bordeaux à Léognan (Gironde) jeudi, la gauche du PS fera, elle aussi, sa rentrée au même moment, à Marennes (Charente-Maritime). Pour la première fois, les frondeurs socialistes réunis dans la motion B au congrès de Poitiers organisent une université d'été, jeudi et vendredi. Au menu de ce rendez-vous qui se tient juste avant l'université d'été du PS à La Rochelle (28 au 30 août) : cinq ateliers participatifs autour des « idées de la prochaine gauche », une plénière « comment les gauches se réinventent en Europe ? » avec des représentants de partis issus des gauches européennes, ou encore l'intervention de personnalités le vendredi, comme l'ex-ministre de François Mitterrand, Pierre Joxe.

À 174 kilomètres de là, les Réformateurs consacreront leur matinée de jeudi au thème de la « réforme en actes », avec la présence de la bête noire des frondeurs, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron. L'après-midi, ils évoqueront la question du marché du travail. « On parlera de la croissance économique, de la crise de l'euro, de la gouvernance européenne, de la mondialisation, précise l'un des chefs de file des Réformateurs, le député du Val-d'Oise Philippe Doucet. Nous voulons contribuer aux débats politiques avec des réflexions de fond ».

Fin juillet, les frondeurs se félicitaient du vote du rapport de la commission budget du PS lors d'un bureau national. Un texte soutenu par le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, préconisant une réorientation d'une partie du pacte de responsabilité en faveur

des ménages et des collectivités locales qui n'était pas du goût des Réformateurs. Leur représentant, le député de Paris Christophe Caresche, avait voté contre. Un mois plus tard, les Réformateurs ne sont toutefois « pas inquiets », indique Doucet, bien que « surpris » par le vote de ce rapport par « un certain nombre d'amis de François Hollande ». « C'est à nous de peser sur les équilibres politiques afin d'être entendus et de faire des propositions, mais Jean-Christophe Cambadélis est dans son rôle », estime l'élue francilienne.

Avant d'animer la rentrée socialiste à La Rochelle, le premier secrétaire du parti interviendra, vendredi matin, à une autre université d'été, toujours à La Rochelle, celle du Front démocrate, coorganisée avec Génération Écologie, jeudi et vendredi. Plusieurs cadres PS ont prévu

de venir, de même que des responsables EELV favorables au gouvernement. Certains animeront même les débats, comme les députés Denis Baupin et François de Rugy, ainsi que le président du groupe écologiste au Sénat Jean-Vincent Placé.

### « Large recomposition politique »

« L'objectif est de participer à la création de la maison commune des écologistes, des démocrates et des progressistes », résume le président du Front démocrate Jean-Luc Bennaïm, qui « travaille sur une large recomposition politique ». Le but : permettre dans l'avenir à « la maison commune » d'intégrer « l'alliance populaire » voulue par « Camba ». « Nous continuons à nous positionner comme le carrefour des gauches progouvernementales », abonde Christophe Madrolle. Le

secrétaire général du Front démocrate rappelle que son parti devrait signer d'ici le 15 septembre un accord national avec le PS pour les régionales, permettant d'obtenir une quinzaine de places éligibles. « Il faut que les annonces nationales du PS soient suivies d'effets au niveau local dans toutes les fédérations PS », prévient-il toutefois.

Un accord qui n'interviendra pas avec le PCF et le Parti de gauche. Comme l'an passé, ces deux partis composant le Front de gauche ont préféré faire bande à part et organiseront chacun de leur côté leur université d'été. Les communistes seront aux Karellis, en Savoie, du 28 au 30 août, tandis que le PG de Jean-Luc Mélenchon se réunira à Toulouse pour leur « Remue Ménages ». Un autre duel à distance, entre deux alliés de plus en plus fâchés. ■



Jean-Christophe Cambadélis, lors d'une conférence de presse au siège du PS, rue de Solferino, en mai. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

« Najat Vallaud-Belkacem tente de déminer la rentrée » - Le Monde

Le Monde  
JEUDI 27 AOÛT 2015

FRANCE | 11

## Najat Vallaud-Belkacem tente de déminer la rentrée

Les nouveautés 2015 peinent à faire oublier les tensions sur les réformes du collège et des programmes

Une rentrée sous le signe de la « consolidation » des réformes engagées depuis trois ans : c'est ce qu'a défendu Najat Vallaud-Belkacem lors de sa conférence de presse, mardi 25 août. Résolument optimiste, la ministre de l'éducation nationale a décliné la quasi-totalité des mesures engagées depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir : de la réforme des rythmes scolaires à celle de l'éducation prioritaire, des nouveaux programmes de maternelle à ceux d'éducation morale et civique, du plan d'action pour la Seine-Saint-Denis à celui sur le numérique.

Alors que des syndicats regrettent que la « refondation » de l'école promise par la gauche tarde à se concrétiser, M<sup>me</sup> Vallaud-Belkacem a réaffirmé le cap d'une « école exigeante, plus juste, au cœur de la République », quitte à passer en grande partie sous silence les dossiers polémiques :

collège, programmes, notation des élèves... De nombreux foyers de tension menacent de se réveiller à la rentrée, attisés par l'opposition ou par les syndicats enseignants.

Sa seconde rentrée rue de Grenelle est de fait la première que Najat Vallaud-Belkacem prépare vraiment. Celle de 2014 avait été lancée par son prédécesseur, Benoît Hamon, évincé quelques jours avant le retour en classe. Un an plus tôt, Vincent Peillon profitait de ce rendez-vous pour lancer les enseignements de morale laïque. M<sup>me</sup> Vallaud-Belkacem, elle, n'entend pas faire de vagues, fidèle à sa stratégie déployée au plus fort de la contestation de la réforme dite « collège 2016 », il y a trois mois.

### « Parcours citoyen »

La rentrée 2015 n'est pourtant pas exempte de promesses de changements faites à la communauté éducative. Huit mois après les attentats de janvier, la ministre ne

prend pas grand risque en misant sur la thématique, consensuelle, de l'éducation aux « valeurs de la République ». Celle-ci doit prendre la forme d'un « parcours citoyen » promis aux 12 millions d'écoliers, de collégiens et de lycéens. Rebaptisée « éducation morale et civique », la morale laïque voulue par Vincent Peillon sera enseignée à raison d'une heure hebdomadaire à l'école élémentaire, de deux heures par mois en collège et lycée.

S'y ajouteront les interventions des volontaires de la « réserve citoyenne » en cours de constitution : les deux tiers des 4 660 dossiers de candidature reçus au ministère après l'attaque contre Charlie Hebdo ont été validés. Ou encore les interventions dans les classes de 5 000 jeunes du service civique – 37 000 d'ici à la fin du quinquennat.

Mille quatre-vingt-neuf réseaux d'éducation prioritaire volent le jour, après une phase d'expéri-

**C'est peu dire que l'optimisme de la Rue de Grenelle n'est pas partagé par les syndicats**

mentation d'une centaine lors de l'année scolaire précédente. Succédant aux zones d'éducation prioritaire, les réseaux d'éducation prioritaire (REP+), qui peuvent être renforcés (REP++), visent à réduire l'écart de réussite entre les élèves scolarisés dans les zones les plus difficiles et ceux qui étudient ailleurs, en misant sur le travail collectif et l'engagement des enseignants. Plus de 110 000 d'entre eux bénéficieront d'une décharge horaire et d'une prime augmentée (+50 % en REP, +100 % en REP++).

Septembre verra aussi la mise en musique des nouveaux programmes de maternelle, une « première école » recentrée sur un cycle unique – quand la grande section était précédemment rattachée au CP –, ainsi que la création d'une évaluation de tous les élèves de CE2.

Pour cette rentrée enfin, 5 061 nouveaux postes d'enseignants sont créés, un pas de plus, selon la ministre, vers la promesse des « 60 000 postes en cinq ans » faite par le candidat Hollande. Une promesse à laquelle le SNES-FSU, syndicat majoritaire du second degré, peine à croire, soulignant le grand nombre de postes encore non pourvus.

Car les organisations syndicales font aussi leur conférence de rentrée. Et c'est peu dire que l'optimisme de la rue de Grenelle n'est pas partagé. Aux deux tiers du quinquennat, le premier bilan tiré par le SNUipp-FSU, syndicat enseignant majoritaire au primaire, est sévère. « Le compte n'y est pas, a affirmé Sébastien Sühr, son se-

crétaire général, lundi. D'abord vampirisée par la réforme des rythmes scolaires, aujourd'hui écrasée par celle du collège, la priorité au primaire a été reléguée au second plan... et il y a beaucoup à faire si on ne veut pas qu'elle soit une petite imposture dans deux ans. »

Même si elle ne doit être engagée qu'en septembre 2016, la réforme du collège pèse sur les esprits autant que sur cette rentrée 2015, en dépit des efforts déployés par Najat Vallaud-Belkacem pour porter les regards ailleurs. La contestation, qui s'était essouffée à la veille de la pause estivale, pourrait reprendre : c'est l'un des objectifs de l'intersyndicale animée par le SNES-FSU, mais aussi le SNAIC et d'autres organisations minoritaires. Autre inconnue de septembre : l'accueil réservé à la deuxième mouture des programmes scolaires, censée faire taire les polémiques du printemps. ■

MATTEA BATTAGLIA  
ET SÉVERIN GRAVELLEAU

## « Baisses d'impôts en 2016 : pour Sapin, ce sera l'impôt sur le revenu » - Le Point

Le ministre des Finances a estimé que l'impôt sur le revenu, "celui qui a fait le plus mal", selon lui, serait le support des baisses prévues en 2016.

« L'impôt sur le revenu est certainement celui qui a fait le plus mal au cours de ces dernières années », a déclaré Michel Sapin au micro de RTL. « Je pense que la question de l'impôt sur le revenu est aujourd'hui la question principale pour les Français » en matière de fiscalité, a ajouté le ministre. S'il a précisé cette piste, Michel Sapin n'a en revanche pas voulu s'avancer sur le montant de la baisse prévue. « Nous regardons ça, nous ferons tous les calculs nécessaires », a-t-il expliqué, rappelant sa volonté de poursuivre parallèlement la baisse du déficit public mais aussi de financer les priorités du gouvernement, la sécurité et l'éducation.

« Il y aura des baisses d'impôts pour les Français, pas tous les Français, en particulier les Français les plus modestes qui ont supporté les hausses d'impôts, qu'elles (aient été) décidées par le précédent président de la République ou par celui-ci », s'est contenté de dire le ministre, qui a encore un mois pour boucler son projet de budget pour 2016. Rappelant la baisse d'impôts de « plus de 3 milliards d'euros » effective dès 2015, il a observé qu'il fallait « maintenant, progressivement, au fur et à mesure, en fonction des possibilités, des budgets qui doivent par ailleurs être avec des déficits qui baissent, il faut rendre progressivement aux Français une part des efforts qu'ils ont faits ».

Une utilisation régulièrement critiquée

Michel Sapin a en outre assuré que ces diminutions ne seraient pas compensées par des hausses pour d'autres parties de la population. Il a répété qu'elles seraient financées par la maîtrise de la dépense publique, dont la progression naturelle a été ralentie ces dernières années. L'impôt sur le revenu est considéré comme le plus équitable, car progressif, c'est-à-dire que le taux de taxation évolue par tranches, en fonction des revenus.

Mais son utilisation pour les baisses d'impôt est aussi régulièrement critiquée parce qu'il n'est en réalité acquitté que par une petite moitié des Français. Toucher aux tranches basses revient donc à alléger le poids de la fiscalité sur la moitié des Français qui gagnent le plus. Jusqu'à aujourd'hui, l'impôt sur le revenu est le support qui a été le plus utilisé par le gouvernement pour baisser la fiscalité.

## « Thalys : quelles mesures pour renforcer la sécurité ferroviaire ? » - Le Point

Neuf pays européens souhaitent réfléchir à des mesures communes. Tour d'horizon de ce qui existe déjà et de ce qui pourrait être mis en place.

Neuf pays européens vont réfléchir samedi à des mesures communes pour améliorer la sécurité dans les trains et les gares, comme installer des portiques pour certaines liaisons internationales ou élargir le champ de compétences de la police ferroviaire.

- Ce qui existe

La plupart des pays qui seront présents samedi ont déjà déployé d'importants effectifs de forces de l'ordre dans les gares. En Grande-Bretagne, les plus importantes sont surveillées par la British Transport Police (BTP), souvent armée. En France, les 3 000 gares sont surveillées par des policiers, gendarmes et militaires. Sont également présents les agents de la surveillance générale de la SNCF, la Suge ou police ferroviaire, des cheminots armés, mais qui ne peuvent ni contrôler l'identité ni fouiller les bagages. Le Premier ministre français, Manuel Valls, a annoncé samedi la mise en place d'un numéro national de signalement des situations anormales, et le renforcement du nombre et de la visibilité des messages de vigilance dans les gares.

Plusieurs pays ont mis en place des contrôles de sécurité ciblés. L'Espagne, après les attentats de 2004 à Madrid qui avaient fait 191 morts et près de 1 900 blessés dans quatre trains de banlieue, contrôle les bagages des passagers des trains longue distance. L'Italie s'y est également mise depuis le 1er mai, au départ de certaines grandes gares. C'est aussi le cas d'Eurostar, filiale de la SNCF qui relie la Grande-Bretagne à la France, en raison, d'une part, des contrôles d'identité effectués pour entrer au Royaume-Uni, qui ne fait pas partie de l'espace Schengen, et d'autre part des mesures de sécurité nécessaires avant d'emprunter le tunnel sous la Manche. Le gouvernement belge a décidé samedi de renforcer les mesures de sécurité : contrôle des bagages accru, intensification des patrouilles dans les Thalys, mais aussi dans les gares.

- Ce qui pourrait être mis en place

Le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a souhaité mercredi « des contrôles simultanés et coordonnés dans les pays de l'UE qui permettent de faire sonner les fameuses fiches S et qui permettent de procéder à des contrôles pour mieux identifier ceux qui prennent les transports en commun ». « Il faut regarder si l'on peut mettre en place un dispositif qui permette de contrôler dans les aéroports, dans les moyens de transport, plus systématiquement, de façon plus coordonnée ceux qui les empruntent », a-t-il souligné. Ainsi, le PNR, fichier de données des passagers européens sur les vols aériens, mais dont l'adoption est bloquée au niveau européen depuis 2011, pourrait être étendu au ferroviaire.

La police ferroviaire pourrait également voir son champ de compétences élargi, avec par exemple l'autorisation de fouiller les bagages ou les passagers, ou de procéder à des contrôles d'identité. Mais une coordination est nécessaire avec les pays voisins, concernant les trajets internationaux

notamment, car chaque police ferroviaire n'est compétente que sur son territoire. Enfin, l'installation de portiques de sécurité et de contrôles pour les trajets internationaux pourrait être discutée. La ministre française de l'Écologie Ségolène Royal, ministre de tutelle des Transports, y est favorable.

Mais pour le président de la SNCF, Guillaume Pepy, contrôler seulement quelques lignes à grande vitesse, ou internationales, nécessite d'être, « comme Eurostar, dans un domaine complètement fermé. [...] Soit vous êtes exhaustif, soit votre efficacité est faible ».

- Ce qui n'est pas envisageable

Équiper l'ensemble des gares de portiques de sécurité, sur le modèle des aéroports, n'est pas à l'ordre du jour, car le trafic dans les gares est vingt fois supérieur au trafic des aéroports. Guillaume Pepy explique que « c'est juste une question de limite physique. Dans aucun pays d'Europe, vous n'avez un système de contrôle systématique à l'embarquement, les volumes sont trop importants ».

## « Thalys : la sécurité dans les trains en question » - Le Point

Bernard Cazeneuve convie samedi les ministres des Transports et de l'Intérieur de l'Union européenne pour étudier des "propositions très concrètes".

« Est-ce que l'on peut après les événements du Thalys compléter les dispositions de Vigipirate pour être encore plus performants ? C'est l'objet de la réunion qui aura lieu samedi à Paris entre les ministres des Transports et de l'Intérieur de l'Union européenne pour regarder des propositions très concrètes », a affirmé le ministre de l'Intérieur sur France Inter, quelques heures après la mise en examen d'Ayoub El Khazzani, un jeune Marocain qui a ouvert le feu dans un train Thalys. Il a annoncé que la réunion des ministres de l'Intérieur et des Transports des pays avec lesquels la France a des liaisons ferroviaires transfrontalières aura lieu samedi à Paris, huit jours après l'attaque du Thalys Amsterdam-Paris.

### **30 000 policiers, gendarmes et militaires mobilisés**

Peu après, l'entourage du ministre a précisé que huit pays européens, outre la France, seraient représentés à cette réunion. « En plus de la France, il y aura donc l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse. En clair, tous les pays européens avec lesquels la France a des liaisons ferroviaires transfrontalières », a détaillé l'entourage de Bernard Cazeneuve.

« Il y a 30 000 policiers, gendarmes, militaires qui sont aujourd'hui déployés sur la plupart des infrastructures à risque, et notamment les infrastructures de transport et les gares », a rappelé le ministre, avant d'ajouter : « Est-ce qu'on peut mettre en place des contrôles simultanés et coordonnés dans les pays de l'UE qui permettent de faire sonner les fameuses fiches S et qui permettent de procéder à des contrôles pour mieux identifier ceux qui prennent les transports en commun ? »

### **840 fiches S ont été émises**

« Il faut regarder si l'on peut mettre en place un dispositif qui permette de contrôler dans les aéroports, dans les moyens de transport, plus systématiquement, de façon plus coordonnée ceux qui les empruntent », a-t-il insisté. Selon Bernard Cazeneuve, 840 fiches S ont été émises par les services français pour les djihadistes « partis sur le théâtre des opérations et qui sont revenus ». « Sur ces 840 fiches, il y en a 140 qui concernent des combattants étrangers qui ont pu résider en France ou qui y résident encore », a expliqué le ministre.

Ayoub El Khazzani faisait l'objet d'une fiche S, a souligné mardi François Molins, procureur de la République de Paris : « Je rappelle qu'une fiche S n'est pas une fiche judiciaire contrairement aux fiches J permettant une arrestation, c'est une fiche d'attention qui permet lorsque la personne fichée est contrôlée de déclencher un processus de surveillance et de suivre l'intéressé. En l'espèce, au cours de son séjour en France, l'intéressé n'a pas été contrôlé et n'a pas attiré au cours de son séjour

de deux mois l'attention des services. » Au total, quelque 5 000 personnes en France font l'objet d'une fiche S, pour « sûreté de l'État ».

*« Logement : les ventes repartent, mais pas les chantiers » - Le Figaro*

### Logement : les ventes repartent, mais pas les chantiers

Les promoteurs immobiliers voient enfin le bout du tunnel. Après trois ans de chute ininterrompue de leur activité, les ventes de logements neufs sont reparties à la hausse au deuxième trimestre de cette année : +21,8 %, soit 26 500 unités réservées, selon les données communiquées mardi par le ministère du Logement.

Une embellie qu'on doit notamment aux taux d'intérêt très bas et au succès du dispositif Pinel d'investissement locatif.

Ainsi, les ventes de studios, prisés par les particuliers qui achètent pour louer, ont bondi de 36,8 %. Les constructeurs de maisons individuelles sont aussi en meilleure forme avec une augmentation de leurs ventes de 3 % entre juillet 2014 et juin 2015.

Mais si tous ces opérateurs retrouvent le sourire, les acteurs du BTP restent très sombres. Ce redémarrage des ventes de

logements n'entraîne pas encore un rebond de la construction. Au deuxième trimestre de cette année, les mises en chantier ont encore reculé de 7,4 %, à 86 100 unités. Entre juillet 2014 et juin 2015, on n'aura bâti que 344 000 logements neufs. Un point bas très éloigné des engagements de François Hollande, qui voulait construire 500 000 logements neufs par an.

Si le bâtiment ne redémarre pas, c'est que le cycle de production des logements est très long en France. Beaucoup de ventes d'appartements ou de lotissements ne se traduisent pas par des mises en chantier immédiates car les permis de construire pour ces opérations font l'objet de recours devant la justice. Entre la vente d'une maison individuelle sur plan et le démarrage de sa construction, il s'écoule en moyenne huit mois. Le redémarrage pour le bâtiment n'interviendra donc pas avant 2016.

« Gens du voyages : une communauté au sein de laquelle les forces de l'ordre peinent à enquêter » -  
Le Figaro

## Une communauté au sein de laquelle les forces de l'ordre peinent à enquêter

UN SIMPLE DIFFÉREND entre deux personnes dont on ignore encore la nature et ce fut donc l'explosion de violence. Ainsi, Roye, cette petite ville de 6 000 habitants de la Somme, s'est retrouvée au cœur d'une terrible fusillade mardi dans l'après-midi, mais aussi de vives tensions qui ont duré toute la nuit. Des journalistes ont été frappés, et le périmètre du CHU d'Amiens a dû être sécurisé en prévision d'éventuels débordements par des gens du voyage. Les autorités ont, en effet, redouté une intrusion dans l'hôpital où se trouvaient le tueur présumé mais aussi un jeune enfant de 3 ans, blessé lors des tirs.

Ce n'est pas la première fois que ces poussées de violence surgissent ainsi des camps de cette communauté. On se souvient des plus spectaculaires, celles qui avaient notamment suscité l'em-

brassement de Perpignan, en 2005. Le décès de deux Maghrébins avait déclenché des émeutes et des règlements de compte dans la ville entre communauté maghrébine et celle des gitans.

sont un peu différents. Le tueur présumé n'est pas membre des gens du voyage. Toutefois, cet homme de 72 ans avait adopté leur style de vie, vivant à leurs côtés dans une caravane depuis plusieurs années. Les gendarmes qui ont voulu l'interroger sur les raisons de son acte se sont, pour l'heure, heurtés à son mutisme. D'une manière générale, c'est bien la difficulté rencontrée par les policiers ou gendarmes quand ils enquêtent dans ces affaires faisant intervenir des représentants de cette communauté. La loi du silence prévaut.

« Quand des violences explosent au sein de ces familles, on a du mal à connaître l'enchaînement des faits et à savoir qui est victime et qui est coupable », relate l'un d'eux en poursuivant : « Ils préfèrent régler leurs problèmes entre eux, et il existe de tout temps une défiance à l'égard des forces de l'ordre. » Ainsi, les investigations à Samois-sur-Seine, en 2011, avaient viré au casse-tête. Au tout début, les policiers n'avaient pu recueillir aucune information et les gens du voyage s'étaient aussi assurés qu'aucune trace ne pourrait parler à leur place... Ils avaient fait le ménage sur la scène du crime.

Pour un autre spécialiste, le refus de parler complique l'enquête, mais n'empêche pas son dénouement. « Par ailleurs, de plus en plus de familles sont aujourd'hui sédentarisées et on finit par bien les connaître. Cela facilite le contact et l'échange. » ■

A. N.

Il existe de tout temps une défiance à l'égard des forces de l'ordre

UN GENDARME

brassement de Perpignan, en 2005. Le décès de deux Maghrébins avait déclenché des émeutes et des règlements de compte dans la ville entre communauté maghrébine et celle des gitans.

En 2010 également, après le décès causé par un gendarme d'un jeune qui avait cherché à forcer un barrage dans le Loir-et-Cher, un déchaînement de violence s'était abattu à Saint-Aignan-sur-Cher. Pour venger ce conducteur décédé qui était l'un des leurs, une cinquantaine de personnes de la communauté s'en était prise à la gendarmerie du coin. Un an plus tôt et passant inaperçu dans le long cortège des faits divers, c'est un sexagénaire qui avait été tué lors d'une fusillade dans un camp de gens du voyage à Herblay (Val-d'Oise). Un an plus tard, en 2011, c'est un homme d'une trentaine d'années qui succombait à ses blessures après avoir été grièvement touché par balle lors d'une altercation au milieu des caravanes installées à Samois-sur-Seine (Seine-et-Marne).

Mais les contours de l'affaire qui vient d'ébranler la petite commune de Roye



Le camp de gitans de Roye (Somme), où une

« Un été marqué par des tensions entre mairies et campements » - Le Figaro

## Un été marqué par des tensions entre mairies et campements

EVE TARABORRELLI  
@evetaraborrelli

LOIN DU DRAME de la Somme, l'été 2015 a été le théâtre d'une lutte sourde, et se répétant chaque année, entre gens du voyage et certaines mairies. Désireuses d'éviter l'installation de voitures ou de caravanes sur leurs parkings, terrains abandonnés et autres stades pour quelques semaines ou pour beaucoup plus de temps, des municipalités n'hésitent pas à recourir à des expulsions ou à des procédés plus directs. Autant d'incidents qui reposent le problème de l'accueil de ces communautés. À Magny-le-Hongre, en Seine-et-Marne, environ 300 caravanes se sont ainsi installées le 16 août sur un terrain en friche, mais destiné par la municipalité à accueillir prochainement une résidence senior. Face à cet afflux, la mairie a mis en place le jour même une cellule de crise. Un arrêté d'expulsion d'urgence a été notifié aux intéressés dès le 19 août.

« À compter de cette notification, ils ont 48 heures pour quitter les lieux. Passé ce délai, dans les jours qui suivent, les forces de l'ordre interviendront », indique le maire LR, Jean-Paul Balcou, sur le site Internet de sa commune. Il ajoute avoir mené, en collaboration avec la sous-préfecture, un travail de médiation avec l'association La Rose des vents, qui accompagne les personnes isolées, en situation de précarité et/ou d'exclusion.



fusillade a fait quatre morts, mardi.

Une démarche qui a permis à la mairie de trouver « une solution de repli » sur une aire voisine pour les gens du voyage installés dans la commune.

### Des tranchées aux abords des espaces verts

À Wavrin, dans le Nord, le maire « sans étiquette » Alain Blondeau, a, lui, opté pour la manière forte. Face à ce qu'il considère comme une « invasion de plus de 200 véhicules, situation ingérable et difficile à vivre pour les riverains », il décide en juin de faire creuser des tranchées aux abords des espaces verts de la commune et d'un terrain de football. Une démarche qui déclenche alors une tempête médiatique. « Surpris d'un tel emballement », le maire ajoute dans une lettre ouverte publiée sur le site Internet de la ville que « ces tranchées seront prochainement fleuries, engazonnées et s'intégreront très bien dans l'espace environnant. »

Depuis 1990, la loi Besson impose aux communes de plus de 5 000 habitants de réserver aux gens du voyage des terrains aménagés. Une loi intégrée depuis 2000 au Code de l'urbanisme. Pour inciter les communes à remplir leurs obligations, l'État s'engage par ailleurs à subventionner les travaux nécessaires à la construction ou à la réhabilitation des aires d'accueil. En contrepartie de cette obligation d'accueil, la loi Besson permet aux communes ayant créé des aires d'accueil d'interdire le stationnement des gens du voyage sur le reste de leur territoire.

A contrario, lorsque les communes refusent l'aménagement de ces aires d'accueil, les procédures d'expulsion des camps sont très compliquées et se heurtent à des parcours administratifs parsemés de plaintes, de recours et de référés. « Nous, on peut les faire partir en 48 heures », affirme Henri Gadaut, premier adjoint au maire de Wattrelos. Située proche de la Belgique, la commune est en effet en train d'aménager - avec l'aide de la Métropole européenne de Lille - une nouvelle aire d'accueil pour « une communauté qui, au fil des années, s'est sédentarisée. Ces personnes sont sur une aire provisoire, le temps que l'aire définitive voie le jour, certainement en tout début d'année 2016... » ■

« L'Eglise ne tourne plus le dos au FN » - Le Monde

# L'Eglise ne tourne plus le dos au FN

Le diocèse du Var invite Marion Maréchal-Le Pen à débattre, signe d'un tournant vis-à-vis de l'extrême droite

Des catholiques ont décidé de rompre avec la stratégie de « cordon sanitaire » autour du Front national observée jusqu'ici par l'Eglise. Pour la première fois, des représentants d'un diocèse ont invité un élu du parti d'extrême droite à participer à un débat qu'ils organisent. Comme l'a révélé l'hebdomadaire *La Vie*, le 21 août, Marion Maréchal-Le Pen, députée du Vaucluse, participera à une table ronde samedi 29 août, au terme des universités d'été de la Sainte-Baume, dans le Var, aux côtés de Valérie Boyer, députée (Les Républicains) des Bouches-du-Rhône, et de Simon Renucci, ancien député (divers gauche) de Corse-du-Sud et ancien maire d'Ajaccio.

Cette manifestation, destinée à former de jeunes chrétiens désireux d'engager dans la vie publique et qui en est à sa cinquième édition, est organisée par l'Observatoire sociopolitique (OSP), fondé en 2005 par l'évêque de Fréjus-Toulon, Dominique Rey. Du 27 au 29 août, les participants réfléchiront aux rapports entre « médias et vérité ». Traditionnellement, des élus catholiques aux étiquettes variées sont invités à témoigner de leur engagement au dernier jour de cette réunion estivale. Mais jusqu'alors aucun n'avait arboré celle du Front national.

Mgr Rey, qui sera lui-même présent à la table ronde, veut banaliser cette innovation. « Dans la mesure où nous invitons des personnalités aux positionnements différents, à droite et à gauche, nous nous sommes dit : pourquoi pas une personne qui représente beaucoup d'électeurs ? », explique-t-il. Il observe que les dirigeants du FN « ont un temps de parole sur les chaînes publiques », que ce parti est représenté aux Parlements français et européen, que les maires des villes varoises de Fréjus (David Rachline, sénateur) et de Cogolin (Marc-Etienne Lansade, un proche de Marion Maréchal-Le Pen) en sont membres, et il en conclut : « Le FN est un parti comme un autre sur l'échiquier politique. Il faut faire preuve de réalisme, ne pas se boucher les yeux et les oreilles. »

**Le Var, ancienne terre lepéniste**

Il s'agit néanmoins d'une rupture incontestable pour l'Eglise catholique qui, depuis ses dénonciations vigoureuses des positions du Front national émergeant des années 1980 et 1990, s'était gardée d'établir des ponts avec le parti de Jean-Marie Le Pen. Le lieu et les acteurs de cette nouvelle étape ne sont pas anodins. Le Var est l'une des plus anciennes terres du parti lepéniste, qui y a obtenu son meilleur résultat aux élections départementales (38,9 %) et y dispose aujourd'hui d'une solide implantation locale. Marion Maréchal-Le Pen, tête de liste aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, affiche sa foi-elle a participé au pèlerinage de Chartres, à la Pentecôte -, sa ferveur pour l'idée d'une France chrétienne et sa proximité avec les positions de l'Eglise sur des sujets importants pour cette institution, comme la famille. La députée avait été jusqu'à défilier contre le mariage pour tous, au contraire de sa tante Marine Le Pen. Bref, elle a aux yeux de l'Eglise, des vertus que n'avait pas son grand-père Jean-Marie Le Pen.

L'évêque de Fréjus-Toulon, quant à lui, est, avec Marc Aillet, son collègue de Bayonne, l'un des représentants les plus offensifs de ce « catholicisme d'identité » - selon la formule du sociologue des religions Philippe Portier - extrêmement critique du « subjectivisme » et du « relativisme » à l'œuvre selon lui dans la société actuelle, et qui serait la négation de la doctrine sociale de l'Eglise.



Marion Maréchal-Le Pen (en noir) devant la cathédrale de Chartres pour le pèlerinage de la Pentecôte, en mai. QUENTIN REIX/CENTRE FRANCE

**« Aucun parti n'est idéal. Si on dialogue uniquement avec des gens bien, on ne dialogue avec personne »**

LOUIS-MARIE GUITTON  
organisateur de l'université  
d'été de la Sainte-Baume (Var)

Ayant su comme peu d'autres dynamiser le tissu ecclésial et militant de son diocèse, ce prêtre nommé par Jean-Paul II intervient fréquemment dans les controverses sur la bioéthique, la famille ou la vie. Le panel d'invités de l'université d'été porte la marque de ce tropisme identitaire. Y figurent notamment l'ancien président de La Manif pour tous Guillaume de Prémaire, délégué général d'Ichus, un institut catholique traditionaliste aujourd'hui proche du Printemps français, ou encore Thomas Delenda, le créateur du « réseau de prière » Hozana.org. Mais le profil particulier de l'invité et de son hôte et la spécificité du terrain ne suffisent pas à expliquer cette rencontre. Organisa-

teur de l'université, le Père Louis-Marie Guitton, responsable de l'Observatoire sociopolitique de Fréjus-Toulon, fait un constat d'obsolescence de la situation actuelle. « Nous étions conscients que nous allions susciter des réactions, admet-il. Mais il y a aussi des chrétiens au FN. Il faut essayer de dialoguer. Aucun parti n'est idéal. Si on dialogue uniquement avec des gens bien, on ne dialogue avec personne », lit le pape François et ses appels aux chrétiens à se rendre dans « les périphéries existentielles », et ajoute : « Avant, il y avait une diabolisation, on ne dialoguait pas. Maintenant, quand on dit aux jeunes de ne pas s'adresser au FN, ils ne comprennent pas. »

Invitée depuis des mois à cette université d'été, Nathalie Beccard, directrice du Service national pour l'évangélisation des jeunes et pour les vocations de la Conférence des évêques de France (CEF), a découvert avec un malaise évident, lundi 24 août, que la députée du Front national serait présente. « C'est le choix des organisateurs, relève-t-elle. J'assume d'aller mais je n'y vais pas pour cautionner la présence de Marion Maréchal-Le Pen. » Mais cette religieuse comprend que le « contexte local » varois interpelle l'Eglise. « Il est évident que le FN augmente, no-

tamment chez les jeunes, souligne-t-elle. Cela pose des questions. On ne peut pas faire fi de cette réalité politique. On ne peut pas tenir le même discours sur le FN qu'il y a dix ans. Il ne suffit pas de dire aux gens : le FN, ce n'est pas bien. »

**« Intéressant, mais piègeux »**

De fait, dans les urnes, on constate depuis quelques années un comportement nouveau des électeurs catholiques. Si, pendant longtemps, une pratique religieuse catholique soutenue était un frein à

voter pour le Front national, ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Le vote des catholiques pratiquants a rejoint la moyenne nationale. Depuis quatre à cinq ans, il n'y a plus vraiment de cordon sanitaire dans l'électorat catholique », résume Philippe Portier.

Si elle perçoit l'évolution de ses ouailles à l'égard du Front national, l'Eglise catholique observe aussi du mouvement du côté du parti lepéniste. Paradoxalement, c'est de Vincent Neymon, le directeur de la communication de

l'épiscopat français, que vient la remise en cause la plus explicite de la position traditionnelle de l'Eglise. « Les raisons qui ont conduit au blacklisting du FN il y a quinze ans ne sont plus valables aujourd'hui, affirme-t-il. Le parti change, des gens plus variés le suivent. Les thèses ouvertement xénophobes du FN ne sont plus aussi explicites. Marion Maréchal-Le Pen rassemble des personnes qu'il faut mieux inviter à débattre, le trouve ça intéressant, même si c'est piégeux. On n'est plus à l'heure où on pouvait s'arrêter aux principes. Tous les milieux sont touchés, y compris les cathos. Raison de plus d'entrer dans le débat. »

**« L'Eglise moins complexée »**

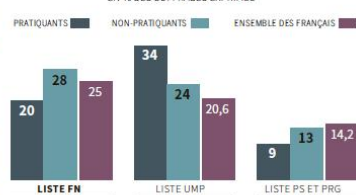
Pour le chercheur Philippe Portier, l'invitation de Marion Maréchal-Le Pen à la Sainte-Baume vient couronner une triple évolution : celle d'un Front national post-Jean-Marie Le Pen moins dissuasif pour l'épiscopat, la droitisation de l'électorat catholique, mais aussi une Eglise qui, depuis le pontificat de Jean-Paul II, a été appelée à « affirmer son identité et à agir », ce qui l'a conduit à s'impliquer davantage dans la chose publique à partir des années 1990. C'est bien ce que traduit Vincent Neymon en affirmant : « L'Eglise est moins complexée qu'avant par rapport à la chose politique. Elle ose plus entrer dans le débat. Cela rejoint le débat sur la laïcité, sur la place de l'Eglise dans la société. Il n'y a pas de raison que l'Eglise se taise sur le terrain politique si elle a quelque chose à dire. »

L'initiative du diocèse de Fréjus-Toulon pourrait cependant ne pas convenir à tout le monde. Monique Baudard, la directrice du service national famille et société à la CEF, retient ainsi surtout les contradictions persistantes entre la doctrine sociale de l'Eglise et le programme du FN : « Sur les migrants, les musulmans, l'Europe, les prises de position du FN font peu de cas du respect de la vie humaine. Discuter, pourquoi pas, mais mettre Marion Maréchal-Le Pen en avant comme une catho parmi d'autres, ça me gêne. Il est dangereux de faire croire qu'être catho et au FN va de soi. »

CÉCILE CHAMBAUD

## Le vote catholique aux européennes de 2014

EN % DES SUFFRAGES EXPRIMÉS



SOURCE : ENQUÊTE IFOP POUR LA CROIX RÉALISÉE LE 25 MAI 2015 AUPRÈS DE 3 373 PERSONNES

## En PACA, Estrosi et Maréchal-Le Pen se disputent le vote catholique

**EN PLEINE CAMPAGNE** pour les régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, la présence de Marion Maréchal-Le Pen à un débat organisé par les catholiques ne ravit pas son principal adversaire de droite, Christian Estrosi, tête de liste pour Les Républicains (LR). « Les organisateurs sont libres et nous n'avons pas à faire de leçons de morale », déclare Anthony Borré, directeur de campagne du maire de Nice. Mais ils ne l'auraient sûrement pas fait il y a quatre ou cinq ans. Cela montre que l'image du FN a changé. Mais ce parti est resté le même et ceux qui pensent le contraire se trompent. »

L'équipe de M. Estrosi estime que la députée du Vaucluse est d'autant plus difficile à combattre qu'elle cache son jeu. « La campagne peut aussi révéler son vrai visage. A nous de la forcer à se dévoiler », explique M. Borré. Tout l'été, le candidat LR et la candidate FN se sont affrontés par médias interposés. Sur le terrain religieux, ces

deux défenseurs des valeurs chrétiennes, se sont par exemple opposés sur la question de l'islam après une prière de rue au pied d'une tour HLM de Nice. Les proches de M. Estrosi rappellent aussi que M<sup>me</sup> Maréchal-Le Pen a provoqué la colère des protestants lors d'un discours au Pontet (Vaucluse) où elle glorifiait la résistance de la Provence « face à la réforme protestante, face à l'occupant allemand ». La candidate FN a démenti avoir tenu ces propos pourtant relayés sur sa page Facebook.

**« Il le fait tous les ans »**

Comme M<sup>me</sup> Maréchal-Le Pen, le député des Alpes-Maritimes n'a jamais hésité à afficher son attachement à la foi catholique. Depuis plusieurs semaines, il a participé à différentes fêtes chrétiennes, par exemple le pèlerinage Notre-Dame du Très-Haut dans le massif du Mercantour où il a « renouvelé son vœu à Notre-Dame pour la dé-

fense du monde rural », a-t-il écrit sur Facebook. Début juin, il était présent à la « fête du vœu », une cérémonie où le maire « confie les destinées [de sa ville] à Notre-Dame des Grâces en l'église Saint-Jean-Baptiste », selon son compte Twitter. « Comme d'autres maires de Nice, il le fait tous les ans. Et ça n'a rien à voir avec la campagne électorale », explique son entourage.

A chaque fois, le candidat LR a publié des photos sur les réseaux sociaux. Lors d'une messe à la chapelle Saint-Érige, à Auron (Alpes-Maritimes), on le voit poser au milieu des fidèles. A la fin de son ascension du mont Ténibre, il pose à côté d'une croix chrétienne. « Dans nos montagnes ou au port de France, nous fêtons la montée au ciel de Marie. Défendons notre héritage judéo-chrétien », a-t-il également écrit sur son compte Twitter, le 15 août, en publiant des photos de cérémonies de l'Assomption. ■

MATTHIEU GOAR

« A suivre » - Le Monde

## à suivre



### La liste des documents nécessaires à la vente d'un appartement est raccourcie

**IMMOBILIER** — Sylvia Pinel a présenté en Conseil des ministres une ordonnance allégeant les documents exigés par la loi Alur pour la cession d'un appartement. Ils pourront être remis à l'acquéreur en amont de la promesse de vente (plutôt qu'annexés) et dématérialisés. Un arrêté précisera les informations à fournir sur la copropriété, qui seront simplifiées et en exemptera les achats de parkings, de caves, et l'acquéreur déjà copropriétaire d'un autre lot dans la même copropriété. Ces documents causent actuellement d'importants retards dans les ventes et Manuel Valls avait promis en août 2014 dans le cadre du plan de relance des logements un détricotage de ce volet de la loi Alur de Cécile Duflot.

### La non-livraison de Mistral à la Russie coûterait moins de 1 milliard à la France

**DÉFENSE** — La non-livraison des deux porte-hélicoptères Mistral à la Russie coûtera « moins de 1 milliard d'euros » à la France, a déclaré mercredi le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, à l'issue du Conseil des ministres qui a examiné l'accord passé entre Paris et Moscou. Le chiffre précis sera dévoilé en septembre au Parlement, qui doit encore ratifier cet accord international le mois prochain. La France aurait seulement à rembourser les sommes versées par la Russie, sans pénalité. Par ailleurs, une dizaine de pays, dont l'Égypte et la Malaisie, seraient intéressés par le rachat des deux bâtiments. Reste à savoir à quel prix et quel sera le coût des modifications nécessaires.

### Forte hausse du résultat semestriel pour ID Logistics



**TRANSPORT** — Le groupe ID Logistics a publié mercredi un résultat net consolidé en hausse de 54,8 % pour le premier semestre, à 6,5 millions d'euros, contre 4,2 millions lors de la même période de l'année dernière. Un bond qui s'explique en partie par des charges exceptionnelles lors de l'exercice 2014. L'entreprise de Cavaillon (Vaucluse), présente dans 14 pays et employant 13.000 personnes, avait publié un chiffre d'affaires en hausse de 6,4 %, à 442,1 millions d'euros. DG

## « Brèves » - Les Echos

### EN FRANCE

#### TUERIE DE ROYE LE MEURTIER PRÉSUMÉ ÉTAIT FORTEMENT ALCOOLISÉ

L'auteur présumé de la tuerie qui a fait quatre morts et trois blessés mardi à Roye (Somme) « avait 2,28 grammes d'alcool dans le sang », a déclaré mercredi le procureur de la République d'Amiens. Il a évalué le nombre de coups de feu tirés par le septuagénaire à « environ 30 au total ». Agé de soixante-treize ans, le forcené a été grièvement blessé, mais son état de santé est « stable ». Il n'a « pas d'antécédent judiciaire ».

#### THALYS RÉUNION DE MINISTRES DE NEUF PAYS EUROPÉENS SAMEDI À PARIS



Plusieurs pays européens vont discuter samedi à Paris de mesures « concrètes » pour renforcer la sécurité après l'attaque contre le Thalys Amsterdam-Paris par le jeune Marocain, mis en examen mardi pour tentatives d'assassinats en lien avec une entreprise terroriste. Les ministres de l'Intérieur et des Transports de neuf pays reliés par le rail se retrouveront pour réfléchir à un meilleur « contrôle », a indiqué le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

#### ENVIRONNEMENT DÉCHARGE DE GDE : ROYAL FAIT APPEL AU BRGM

Venue mercredi à Alençon (Orne) pour se saisir du délicat dossier du site de stockage de déchets automobiles de GDE de Nonant-le-Pin (« Les Echos » d'hier), la ministre de l'Ecologie a décidé l'envoi, dès lundi, d'une expertise menée par le BRGM. « Et je déconseille à l'entreprise de reprendre dès septembre son activité », a-t-elle déclaré. Autorisée en 2011, le centre n'a ouvert que deux jours, en 2013, avant d'être bloqué par ses opposants.

#### PERPIGNAN LE PETIT AMI DE LA VICTIME AVOUE UN CRIME PASSIONNEL

Le petit ami de la jeune fille retrouvée morte égo-gée mardi dans un parc de Perpignan a avoué l'avoir tuée à coups de couteau emporté par la passion, a expliqué mercredi son avocat. « Elle ne voulait plus de lui. Il a essayé de la récupérer. Il a perdu le contrôle », a-t-il dit. Le procureur a écarté la thèse d'un crime crapuleux. Le suspect, âgé de dix-huit ans, s'était présenté de lui-même au commissariat.

#### PARIS DES FÉMINISTES REBAPTISENT DES RUES

Seulement 2,6 % des rues de Paris et une seule station de métro - Louise-Michel - portent le nom d'une femme illustre. L'association Osez le féminisme a rebaptisé plusieurs artères de la capitale, mercredi. A l'occasion des 45 ans du Mouvement de libération des femmes, elle interpelle la maire de Paris, Anne Hidalgo, « sur la nécessité de valoriser dans l'espace public des femmes exceptionnelles et méconnues ». Une « préoccupation » que la Mairie de Paris dit « partager ».

#### RUE DES ROSIERS QUATRIÈME MANDAT D'ARRÊT DANS L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT

Le juge Marc Trévidic a délivré début août un quatrième mandat d'arrêt international à l'encontre d'un suspect d'origine palestinienne dans l'enquête sur l'attentat de la rue des Rosiers, qui avait fait six morts en 1982 à Paris, selon l'AFP qui confirme une information de RTL. Nizar Tawfiq Mussa Hamada, cinquante-quatre ans, est soupçonné d'avoir appartenu au commando des tireurs. Il serait installé en Jordanie.

### À L'ÉTRANGER

#### SOUDAN DU SUD APRÈS LES REBELLES, LE PRÉSIDENT SIGNE L'ACCORD DE PAIX

Salva Kiir, le président du Soudan du Sud, a finalement signé, mercredi, un accord de paix, déjà ratifié par les rebelles, visant à mettre fin à vingt mois de guerre civile. Il a toutefois exprimé de « sérieuses réserves » sur plusieurs dispositions. La Maison-Blanche a immédiatement appelé au respect intégral de cet accord tandis que le Conseil de sécurité des Nations unies a donné jusqu'à mardi au président pour lever ses réserves, sous peine de sanctions.

#### IRAK LES KURDES REPRENNENT DIX VILLAGES À L'EI DANS LE NORD DU PAYS

Les combattants kurdes, appuyés par les avions de la coalition internationale, ont chassé mercredi les djihadistes de l'Etat islamique (EI) de dix villages de la province irakienne de Kirkouk, dans le cadre d'une offensive visant à renforcer leur contrôle sur les territoires qu'ils tiennent déjà dans le nord du pays, selon une source kurde. L'offensive a débuté à l'aube à 175 kilomètres au nord de Bagdad. Dans la soirée, 250 kilomètres carrés avaient été repris.

#### ÉTATS-UNIS DEUX JOURNALISTES ABATTUS EN PLEIN DIRECT



Un reporter et un caméraman d'une chaîne de télévision locale en Virginie, dans l'est des Etats-Unis, ont été abattus en plein direct mercredi matin. Le tireur, un ancien employé de la chaîne, a succombé à une blessure par balle qu'il s'est infligée lui-même. La Maison-Blanche a immédiatement appelé le Congrès à légiférer sur le port d'armes aux Etats-Unis.

#### INDE-PAKISTAN RÉUNION EN SEPTEMBRE SUR LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE

Les commandants indien et pakistanais des forces de sécurité aux frontières se retrouveront à New Delhi du 9 au 13 septembre, ont déclaré les autorités pakistanaises mercredi, quatre jours après l'annulation des premières négociations bilatérales de haut niveau à se tenir depuis des années. Des représentants de ces deux unités se sont rencontrés mardi à un poste-frontière « pour fixer les modalités de la réunion ».

#### INDE MODI TENTE DE CALMER LES MANIFESTANTS AU GUJARAT

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a lancé un appel au calme, mercredi, au lendemain d'une manifestation de masse d'une haute caste, dans son Etat du Gujarat, suivie de violences dans la nuit. Au moins neuf personnes sont décédées. Les manifestants demandent notamment l'accès aux quotas d'emplois publics réservés aux castes inférieures.

#### RDC L'ONU VA CESSER DE NOURRIR PRÈS DE 7.000 EX-REBELLES

La mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) va cesser en septembre de nourrir près de 7.000 ex-rebelles congolais et étrangers. Aujourd'hui, la Monusco, forte de quelque 20.000 hommes et dotée d'un budget annuel de 1,4 milliard de dollars, « n'a pas suffisamment d'argent pour nourrir » les ex-combattants, a insisté Martin Kobler, chef de la Monusco.

## Ouverture et curiosités

« Radio France en quête de sérénité » - Le Monde

Le Monde  
JEUDI 27 AOÛT 2015

ÉCONOMIE & ENTREPRISE | 15

### Radio France en quête de sérénité

Audience, gouvernance, numérique...  
Les défis de rentrée du groupe public

L'heure est venue, pour Radio France, de tourner la page d'une saison 2014-2015 perturbée par la longue grève de mars-avril, les soucis budgétaires et les mésaventures de son président, Mathieu Gallet, soumis à la pression de la ministre de la culture et subissant une série d'articles dans la presse mettant en cause son éthique. Mercredi 26 août, l'entreprise publique présentait ses nouvelles grilles à l'orée d'une saison où sept enjeux l'attendent.

**Mathieu Gallet, une stature à restaurer** Le premier sera la capacité du PDG, nommé en 2014, à réasseoir une autorité fortement chahutée ces derniers mois. Blanchi par l'Inspection générale des finances sur son action à Radio France, Mathieu Gallet reste soumis à une incertitude judiciaire dans l'affaire des contrats de conseil passés quand il était président de l'INA - qui fait l'objet d'une enquête préliminaire. Mais il est surtout attendu sur sa capacité à restaurer une bonne qualité de dialogue avec les syndicats, après un travail de médiation de trois mois qui a éteint le conflit

social mais n'a pas résolu toutes les questions internes.

**Une équation budgétaire à résoudre** L'été n'a pas gommé les problèmes financiers de Radio France, qui doit retrouver l'équilibre à horizon 2017, ce qui signifie pour la direction 24 millions d'euros d'économies sur les charges de personnel. La piste d'un plan de départs volontaires de 350 postes, étudiée par la direction, est contestée par les syndicats, qui placent plutôt pour le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Ces discussions à hauts risques doivent reprendre en septembre.

**France Inter, un renouveau à confirmer** La saison 2014-2015 a été celle du renouveau pour France Inter, qui a promu de nouvelles voix, notamment féminines (Léa Salamé, Charline Vanhoenacker, etc.) et installé un ton plus ouvert et détendu. Le succès a été au rendez-vous, avec un passage au-dessus des 10 % d'audience cumulée cet hiver. En cette rentrée, la directrice, Laurence Bloch, entend conforter son triptyque « liberté, curiosité, géné-

rosité » avec douze émissions nouvelles et plusieurs ajustements, dans la matinale ou en soirée, où Nicolas Demorand reprend « Le téléphone sonne ».

**France Info, une mue à poursuivre** Pour France Info, la nouveauté n'est pas d'« empiéter de nouveaux chroniquesurs », mais de réussir la mission fixée depuis un an : « *Bien traiter l'information quand elle arrive* », comme le résume son directeur, Laurent Guimier. Ce retour

au « chaud » a permis à France Info de remonter la pente la saison dernière, avant de subir un coup d'arrêt en avril-mai, à 7,4 %, subissant les effets de la grève du printemps. M. Guimier n'est « pas plus inquiet que cela » sur le retour des auditeurs, la courbe étant repartie à la hausse avant l'été.

Reste un autre défi pour la chaîne : poursuivre son projet de devenir un « média global », en articulant son développement numérique sur une « chaîne » dispo-

nible en ligne, mêlant le son de l'antenne avec des images des plateaux filmés, des bandeaux de texte (tweets, titres, etc.), et d'autres images fixes ou vidéos. Ce dernier apport doit être renforcé d'ici un an, avec un peu plus de production interne et de l'édition de flux issus d'agences externes ou du Web. L'enjeu est de taille : France Info fait face à la concurrence de BFM-TV et d'i-Télé, soucieux de se développer sur le Web, mais aussi bientôt du

projet de « chaîne d'information en continu publique », voulu par Delphine Ernotte. « La chaîne de d'info du service public, c'est France Info », rappelle M. Guimier.

**France Culture, un héritage à assumer** La saison 2015 de France Culture s'est achevée par l'élection de son directeur, Olivier Poivre d'Arvor, en conflit avec le PDG, Mathieu Gallet. Mardi 25 août, Radio France a annoncé la nomination de Sandrine Treiner, un choix de continuité puisqu'elle était adjointe de M. Poivre d'Arvor. Celle-ci devra maintenir les bons résultats de la chaîne, qui a perdu son patron Marc Voinchet, parti diriger France Musique, et apaiser une antenne qui était très mobilisée pendant le conflit social.

**Mouv', l'heure de vérité** La saison à venir sera celle qui déterminera l'avenir de Mouv', l'antenne ciblant les jeunes et consacrée aux cultures urbaines, relancée en février 2015. Radio France espère remonter à au moins 1 % de part d'audience d'ici à fin 2016 et assume que, dans le cas contraire, il faudra « revoir le modèle » - comprendre arrêter l'exploitation sur la bande FM.

**Une nouvelle direction à incarner** En juillet, Mathieu Gallet a nommé Marie-Pierre de Surville, passée notamment par l'Opéra de Paris, à la tête d'une nouvelle direction, chargée de développer les activités de production et de création musicale et culturelle dans la Maison de la radio. Ces nouvelles activités et la valorisation de ce lieu - toujours en rénovation - figurent parmi les priorités de Mathieu Gallet et les perspectives les plus crédibles de développement de nouvelles sources de recettes. ■

ALEXIS DELCAMPBRE  
ET ALEXANDRE PIQUARD



Mathieu Gallet, PDG de Radio France, le 8 avril, à Paris. THOMAS SAMSON/AF

« L'Etat islamique mène une stratégie spéciale d'organisation du djihad en Europe » - Le Monde

## L'Etat islamique mène une stratégie spéciale d'organisation du djihad en Europe

Pour les services de renseignement, la lutte contre le terrorisme passe par une meilleure compréhension du phénomène d'exploitation des diasporas par les réseaux djihadistes

PAR JEAN-LUC MARRET

P arfois, la chance et le courage comptent. On vient de le voir avec ces passagers qui ont empêché un potentiel attentat. Pour autant, comme à chaque fois, des leçons sont à tirer de cette tentative qui est représentative à plus d'un titre de la réalité des pratiques djihadistes. D'abord, elle est plutôt un échec au regard de la létalité éventuelle des armes et munitions qui auraient pu être mises en œuvre. De ce point de vue, il est à craindre que certains en Syrie en tireront des conséquences opérationnelles.

Ensuite, il semble que cette action soit logique. Elle est une simple extrapolation de diverses caractéristiques et contraintes du djihadisme contre l'Europe occidentale : justifiée par une dizaine d'années préconisant la formation de groupes réduits et à peu près autonomes, voire l'action individuelle improvisée, elle s'en prend à des cibles faciles comme l'industrie touristique hors d'Europe ou les foules non protégées en Europe.

### DÉMODER LE DJIHADISME

D'un point de vue sociologique, le principe de réalité oblige également à constater que les attentats récents ou tentatives d'attentat – connus ou non du public – n'ont pas été essentiellement commis par des convertis. Il me semble ainsi, si l'on parle de prévention, et l'on doit le faire, que la contre-narration devrait être un objectif fondamental et de long terme parmi toutes les composantes des populations européennes.

LA SOCIOLOGIE  
DES DIASPORAS  
MONTRE QUE  
LES NOUVEAUX  
ARRIVANTS  
NE COUPENT  
PAS TOUS LES  
LIENS AVEC LEUR  
PAYS D'ORIGINE

Pour autant, démoder le djihadisme et pour tout dire le ringardiser, puisqu'il relève ces temps-ci d'une sorte de « culture pop » alternative, demandera un effort non pas de quelques années, mais de plusieurs législatures (l'unité de temps parlementaire qui seule importe en démocratie) – y compris parmi les diasporas musulmanes. Ici, les expérimentations préventives pratiquées à l'étranger obligent à dire que la société civile est en général plus efficace que l'Etat.

On rappellera que, dans le fantasme djihadiste tel qu'il apparaît dans la lecture de la propagande de l'Etat islamique, il y a, sinon un plan, du moins la description sûre d'elle-même et bien faite pour mobiliser par son extrême naïveté, d'une temporalité qui doit amener une sorte d'Armageddon, y compris en Europe, et qui instaurera à Rome, « capitale des croisés », la domination du califat.

Ainsi, les djihadistes nous disent clairement que le retour depuis la Syrie des combattants européens s'accompagnera de la production ici ou là – si rien n'est fait – de textes dans des langues européennes justifiant l'organisation du djihad sur le sol européen, non pas pour soutenir des conflits à l'étranger comme hier l'Algérie ou la Tchétchénie, mais pour propager leur vision du monde sur ce continent.

Si cette volonté relève de la rêverie pure et simple qu'un échec politico-militaire de l'organisation Etat islamique balayera bien vite, elle devrait nous obliger à ne pas être naïfs, ni d'ailleurs politiquement corrects sur l'évolution perceptible de cette microcommunauté des djihadistes en Europe occidentale.

En effet, le problème n'existe quasi pas en Europe de l'Est (pourquoi n'y a-t-il qu'une petite dizaine de djihadistes slovaques répertoriés en Syrie, alors que des familles entières partent chaque semaine ou presque de France, de Belgique, des Pays-Bas ou du Royaume-Uni ?).

Il n'existe pas non plus aux Etats-Unis, où il est frappant de constater combien les problèmes terroristes du jour sont considérés comme caractéristiques de ce qu'est l'Europe aujourd'hui. Il serait ainsi bon d'avoir à titre préventif une approche diasporique. La sociologie des

diasporas a observé que de nouveaux arrivants dans un pays ne coupent pas tous les liens avec leur pays d'origine, et cela sur plusieurs générations (selon une logique oscillant entre attraction et répulsion).

Ainsi, quand un conflit se déroule dans un lieu symboliquement important – comme aujourd'hui en Syrie –, des réseaux d'individus se mobilisent de plusieurs manières pour y prendre part (pour ou contre telle organisation ou opinion, solidarité humanitaire, soutiens familiaux, voire participation aux combats).

C'est d'autant plus vrai ici que les apprentis djihadistes sont des internationalistes dans l'âme. In fine, nos diasporas souffrent de plusieurs manières de cette situation : violences antidiasporiques ou antireligieuses, essentialisme, amalgames et victimisation, perte de proches radicalisés ou morts pour le djihadisme.

Enfin, et c'est le plus important dans l'immédiat, une comparaison historique avec des attentats sur le sol français montre une constante opérationnelle inquiétante : l'augmentation de la puissance de feu des terroristes, voire leur militarisation. Quand, dans les années 1980, ceux-ci utilisaient un armement disparate, datant souvent de la seconde guerre mondiale, la prolifération en Europe des armes de guerre (en particulier les fusils d'assaut) augmente en proportion directe avec la létalité potentielle des attentats.

La militarisation perceptible des terroristes, recommandée par les réseaux djihadistes, exige des adaptations qui, comme toujours, pourraient contrevenir en plein aux libertés publiques et élargissent grandement la focale de la lutte antiterroriste.

Les djihadistes qui débutent en Syrie font tous la même chose : des patrouilles et de la surveillance de checkpoints (les *ribat*) avec munitions, arme et gilet tactique. Si les gilets pare-balles sont achetés, comme les armes, sur des marchés parallèles illégaux, les gilets tactiques, eux, ainsi que le matériel « paramilitaire » (chaussures, treillis, etc.), sont achetés dans les magasins dits « de surplus militaires ».

Devrait-on aller jusqu'à une obligation de déclaration d'achat qui permettrait par recoupements de voir qui achète quoi ? Les pratiquants du paintball y trouveraient à redire quand les policiers y verraient une source d'informations exploitable. Nous voyons ici, une fois de plus, les implications concrètes du terrorisme sur nos libertés et notre sécurité. ■

Jean-Luc Marret est maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et chercheur associé au Center for Transatlantic Relations (Washington DC)

« Plus personne ne peut ignorer le défi du réchauffement » - Les Echos

## grands témoins 4/5

● A l'approche de la rentrée, cinq personnalités nous livrent leur regard sur les sujets qui rythmeront l'actualité des semaines à venir. Aujourd'hui, Patrick Pouyanné évoque la baisse du prix du pétrole et les enjeux climatiques.

# « Plus personne ne peut ignorer le défi du réchauffement climatique »

INTERVIEW // PATRICK POUYANNÉ  
Directeur général de Total

Propos recueillis par  
David Burrows, Pascal Pogam  
et François Vidal

Que ce soit au Moyen-Orient ou en Afrique, Total a rarement été exposé à autant de menaces qu'aujourd'hui. Que vous inspire la situation géopolitique ? Je n'ai jamais connu autant de tensions au même moment sur la planète. Syrie, Irak, Libye, Yémen, Ukraine, Mali, Nigeria... La liste des conflits ne cesse de s'allonger, les risques sont nombreux, et ils sont aux portes de l'Europe ! Ce qui se passe au sud de la Méditerranée est ce qui m'inquiète le plus. En particulier la poudrière libyenne, qui peut faire tanguer la Tunisie, l'Égypte. Dans ce contexte, tout devrait nous inciter à trouver rapidement une solution au conflit russo-ukrainien, car c'est une instabilité supplémentaire à l'est de l'Europe... La seule façon de sortir de cette impasse, c'est d'instaurer un dialogue entre les différentes parties. Les sanctions économiques n'ont jamais réglé aucun problème diplomatique.

La bonne nouvelle de ces dernières semaines, c'est l'accord avec l'Iran... Oui, c'est un événement majeur, dont on n'a pas encore tiré toutes les conséquences. Il replace ce grand pays dans le jeu international. Cela change la donne dans cette région du monde, ce qui ne veut pas dire que les Iraniens vont devenir du jour au lendemain les gendarmes de l'Irak et de la région.

Pour Total, cet accord ouvre des perspectives intéressantes... Oui, mais nous prendrions notre temps. Nous avons maintenu un bureau à Téhéran, tout en respectant la lettre des sanctions internationales, qui nous interdisent de faire du business. Mais les Iraniens ont la mémoire longue et attachent beaucoup d'importance à la fidélité. Ils n'ont pas oublié que, dans les années 1990, Total a été l'une des premières compagnies à simplifier dans le pays, ce qui lui a valu pas mal de critiques à l'époque. Nous avons eu cette audace. Et même si nous avons dû abandonner nos projets en 2005-2006, nous entendons bien revenir quand ce sera possible.

Dans cet environnement très incertain, la France s'est beaucoup impliquée diplomatiquement et militairement. Notre pays a-t-il encore les moyens de jouer un rôle important sur la scène mondiale ? Oui. Et pour une raison majeure : nous sommes l'un des cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU. C'est ce qui fait qu'en dépit de notre taille limitée et de nos difficultés économiques, nous restons une puissance mondiale. D'autant que notre pays est perçu à l'étranger comme un médiateur, en dehors des blocs.

La puissance des groupes du CAC 40, de plus en plus mondialisés, est-elle encore un

atout pour la France ? Évidemment. C'est même une très grande chance, parce que ces groupes, à commencer par Total, ont beau réaliser l'essentiel de leur activité à l'étranger, ils conservent leurs centres de décision dans l'Hexagone. C'est une source de richesse et de croissance pour la France. Il faut dire et répéter que les grandes entreprises sont une des forces du pays. Ne serait-ce que pour contrer un travers bien français : la sempiternelle rengaine selon laquelle les sociétés du CAC 40 ne feraient pas assez pour le pays. Cette idée est d'autant plus dangereuse qu'elle se traduit dans la loi par des mesures discriminatoires contre les grands groupes.

Elle compte quand même de moins en moins de partisans depuis quelque temps, notamment au sein de l'exécutif. C'est vrai. Mais combien d'erreurs ont été commises avant que cette prise de conscience n'ait lieu ? La taxe à 75 % sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros, par exemple, a fait des dégâts considérables à l'étranger. Elle a écorné l'image de la France comme terre de business. D'autant qu'à l'étranger, personne n'a compris quelle était temporaire et qu'elle n'est plus en place depuis 2015. Il est urgent que nos gouvernements cessent de modifier à tout bout de champ les curseurs de l'activité économique. Il faut notamment ramener la fiscalité des entreprises à un niveau raisonnable et ne plus y toucher, pour que les sociétés, quelle que soit leur taille, puissent évoluer dans un cadre stabilisé. Qu'elles aient de la visibilité.

Total a lancé au printemps dernier une vaste restructuration dans son activité raffinage, qui a provoqué beaucoup moins de vagues que la fermeture de l'usine de Dunkerque. Il y a cinq ans. Est-ce que cela veut dire qu'il est plus facile désormais de réorganiser son outil industriel dans notre pays ? Oui et nous venons de le démontrer tant à Carlinguà La Mède. On peut se transformer en France, mais il faut de la méthode et de la détermination, tout en prenant soin d'anticiper pour ne pas avoir à agir dans l'urgence. La méthode, c'est de jouer la carte du dialogue et de la transparence pour faire comprendre et partager le diagnostic. Un grand groupe comme Total dispose de moyens et de temps, c'est sans doute plus facile que pour d'autres. Mais ce n'est pas parce qu'on est riche que l'on peut faire l'économie de décisions difficiles en continuant à soutenir des activités non rentables. Si on ne reconnaît pas la réalité, ceux qui sont sur le terrain et qui perçoivent les difficultés finissent par s'inquiéter. Il faut bâtir un projet et s'appuyer sur ceux qui sont prêts à se mobiliser. Même dans une industrie lourde comme la nôtre, il faut rester mobile en permanence. Ne pas bouger, c'est préparer les catastrophes de demain !

Comment voyez-vous évoluer



C. Lebedevsky - Challenge - RGA

le prix du pétrole à moyen-long terme ? Je ne suis pas Madame Soleil. Les cours du pétrole sont par nature volatils. Entre 2002 et 2008, ils sont passés de 20 à 100 dollars le baril. Aujourd'hui, nous sommes revenus autour de 50 dollars. Il y aura toujours des fluctuations. Le rôle du patron de Total est de s'assurer que le groupe reste compétitif quel que soit le cours du baril.

Mais comment expliquer une telle volatilité ? Nous sommes dans un métier de cycles longs dans lequel les évolutions sur le front de l'offre comme de la demande finissent par avoir de lourdes conséquences. Dans la première moitié des années 2000, quand les prix ont été multipliés par cinq, les budgets d'exploration ont explosé, de nouveaux acteurs sont entrés sur le marché, on a pu aller puiser dans des réserves non conventionnelles dont l'exploitation devenait tout à coup rentable... Tout cela a fini par avoir un impact sur l'offre et cela va continuer, car de nombreux investissements décidés au cours des cinq dernières années commenceront seulement à produire l'an prochain. On a donc eu d'un côté une forte hausse de l'offre et dans le même temps, le renchérissement du prix du baril a fini par peser sur la demande. Quand l'essence est chère, cela pousse les constructeurs automobiles à lancer des voitures de moins en moins gourmandes, cela favorise le développement des énergies renouvelables, cela pousse d'une manière générale à la recherche de l'efficacité énergétique.

Ce décalage entre offre et demande va durer encore longtemps ? Une fois qu'on a investi dans des

capacités de production, on est bien obligé de produire. La limitation de l'offre ne se décrète pas. La force d'un groupe comme Total, c'est que nous nous adaptons rapidement à ce nouvel environnement et que nous avons la surface financière pour encaisser le choc d'un baril à 50 dollars, qui pourrait durer.

« L'homme passe son temps à repousser des limites. »  
« Voilà pourquoi je ne crois pas à l'épuisement des ressources. »

L'abondance actuelle de l'offre occulte momentanément le débat sur le fameux « peak oil ». Mais, à plus long terme, votre plus grand défi demeure l'épuisement des ressources. Comment Total s'y prépare-t-il ? En réalité, je ne pense pas que ce soit le sujet principal pour une entreprise pétrolière et gazière. Le défi, c'est le changement climatique. Bien sûr, les ressources sont finies, épuisables, mais cette problématique est indissociable du contexte technologique et économique. L'essor des hydrocarbures non conventionnels en fournit la démonstration. Autour de 2005, on a expliqué la flambée du prix du pétrole par l'épuisement inéluctable des ressources. Au sein de Total, certains, dont Thierry Desmarest, n'adhéraient pas à cette thèse, en considérant qu'on sous-estime toujours les progrès technologiques. En l'occurrence, les progrès technologiques sont liés au signal prix : à 100 dollars le baril, on s'est mis à explorer des domaines nouveaux en repous-

sant les limites ! Il y a des projets qui sont devenus possibles parce qu'on avait l'espace économique, les moyens financiers de les tenter, car il y a une vraie volonté de notre part. Oui, nous sommes une partie du problème. Mais nous pouvons être aussi une partie de la solution...

Cela renvoie au communiqué que vous avez publié en juin avec cinq autres compagnies pétrolières, réclamant l'instauration de mécanismes de tarification du carbone. Faut-il y voir une prise de conscience des entreprises du secteur ? Ce qui est notable, c'est que nous avons effectué cette démarche à plusieurs, pas chacun dans son coin... On peut effectivement parler d'une prise de conscience collective, un peu partout sur la planète. Par rapport à la conférence sur le climat de 2009 à Copenhague, le changement est très net. Je peux vous dire qu'il y a cinq ans, nous n'aurions jamais signé ce communiqué à six... Il y a deux moyens de faire progresser l'écologie et l'environnement : par la réglementation ou par les signaux économiques. La réglementation a des limites quand vous parlez de sujets planétaires... L'autre façon de le faire, c'est d'envoyer les bons signaux économiques aux acteurs, pour qu'ils agissent de façon rationnelle. Or aujourd'hui que se passe-t-il ? Économiquement, tout pousse les acteurs énergétiques à brûler du charbon - qui est très bon marché - plutôt que du gaz, alors que le charbon est l'énergie fossile qui émet le plus de CO<sub>2</sub>. Seule une tarification du CO<sub>2</sub> permettrait de sortir de cette situation absurde. Si le climat est une ressource rare, il faut lui donner un prix ! Face au défi climatique, si on veut réellement que les choses

changent, il faut aider les entreprises à prendre les bonnes décisions, car ce sont elles qui seront à la manœuvre, qu'elles investissent ou non. Ça, il y a une vraie volonté de notre part. Oui, nous sommes une partie du problème. Mais nous pouvons être aussi une partie de la solution...

A votre échelle, quel type d'initiatives pourriez-vous prendre ? Nous allons continuer à faire évoluer notre portefeuille pour le rendre plus gazier, moins polluant ; faire de l'efficacité énergétique. Total se différencie aussi des autres pétroliers par son engagement dans les énergies renouvelables. Pas par militantisme écologique, mais parce que c'est un business en croissance. C'est en tout cas une stratégie que nous entendons poursuivre et développer. Nous pourrions avoir 10 à 15 % d'énergies renouvelables dans notre portefeuille à l'horizon de vingt ans.

Qu'attendez-vous de la conférence sur le climat, en décembre à Paris ? Je ne crois pas au Grand Soir. Les États vont faire des contributions volontaires, c'est déjà bien... Mais les problèmes ne se régleront pas du jour au lendemain. La COP21, c'est beaucoup plus qu'une conférence sur les enjeux climatiques, c'est un débat plus profond entre pays développés et émergents. On ne peut pas accepter l'idée que les émergents doivent rester à l'écart du développement au nom du changement climatique. D'une façon ou d'une autre, il nous faut trouver le moyen de les aider. Sinon, pourquoi voulez-vous que ces pays fassent des efforts ?

Vendredi : David de Rothschild

« Sur le climat, nous n'avons plus de temps à perdre » - Le Monde

## Sur le climat, « nous n'avons plus de temps à perdre »

Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, dénonce les lenteurs des négociations en vue de la COP21



Quelques jours avant la reprise, le 31 août à Bonn (Allemagne), des négociations en vue de la 21<sup>e</sup> conférence mondiale sur le climat (COP21), qui doit se tenir en décembre à Paris, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, confie au Monde son optimisme sur la conclusion d'un accord international permettant de contenir le réchauffement en cours. En dépit des obstacles qui demeurent à surmonter.

**A ce jour, 56 pays ont rendu publiques les réductions d'émissions de gaz à effet de serre auxquelles ils s'engagent. Ces contributions sont-elles assez ambitieuses ?**

Les contributions soumises jusqu'à présent au secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) représentent environ les deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Nous évaluons leur niveau d'ambition comme inférieur à ce qui est attendu pour maintenir l'augmentation des températures mondiales au-dessous des 2 °C. Mais cela ne veut pas dire que nous devions renoncer à l'action. Nous devons avancer. Nous demandons aux pays, en particulier dans le monde développé, de se prononcer pour une vision de plus long terme, de regarder jusqu'en 2050, de sorte que le monde soit capable de contrôler ses émissions pour demeurer sous un réchauffement de 2 °C.

Nous pouvons le faire. Pour cela, il est important que l'accord de Paris soit universel et ambitieux. Mais il ne faut pas voir Paris comme une destination. Ce n'est pas la fin d'un processus : c'est un commencement, un moment décisif dans la lutte contre le réchauffement. Je suis donc plutôt optimiste.

**Les négociations vont reprendre la semaine prochaine à Bonn. Quels sont les points critiques à surmonter pour parvenir à un texte ambitieux à Paris en décembre ?**

Ce qui est encourageant, c'est que tous les gouvernements, le monde des affaires, la société civile sont à bord. Tout le monde est conscient que nous devons parvenir à un accord. Mais ce qui est inquiétant, c'est qu'il reste des obstacles délicats à surmonter. D'abord, le ni-



A Paris, le 25 août.  
Olivier BAUHAUT / AFP

veau des ambitions. Ensuite, la nature juridique de l'accord : sera-t-il légalement contraignant ou sera-t-il un simple accord ? Troisièmement, la question des responsabilités que nous appelons le principe des « responsabilités communes mais différenciées ». Le quatrième problème est la question de la financement. Ce sont les quatre problèmes majeurs auxquels nous nous attaquons maintenant.

Je suis optimiste sur notre capacité à leur trouver des solutions. Je compte pour cela sur le leadership fort et dynamique du président François Hollande, du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, et des autres ministres concernés du gouvernement français. Il est important que, pour cette COP21, la France joue un rôle de relais entre les pays développés et le monde en dévelop-

**« Il est important que la France joue un rôle de relais entre les pays développés et le monde en développement »**

pement, de même qu'entre les pays conquis, qui soutiennent un accord, et les pays encore réticents à l'action. Ce sont les deux façons de faire le pont entre ces différentes parties. En tant que secrétaire général des Nations unies, je ne suis pas chargé de la négociation, mais j'endosse moi aussi ce rôle de facilitateur.

**La quête de nouveaux gisements de pétrole et de gaz est-elle compatible avec la lutte contre le réchauffement ?**

D'abord, le débat scientifique sur la réalité du changement climatique est clos. Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en particulier le cinquième et dernier, sont très clairs sur ce point. Le changement climatique se produit, et il se produit à cause des activités humaines. De nombreux pays dépendent toujours lourdement du charbon, du pétrole. Il n'est bien sûr pas possible de changer cette situation en un jour. Mais ils doivent utiliser pleinement l'ensemble des techniques capables de transformer le système. Nous avons fait des progrès scientifiques phénoménaux dans le déve-

loppement de sources d'énergie alternatives. Les pays doivent utiliser avec sagesse leurs ressources, investir plus dans l'économie bas-carbone, et opérer leur transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables. Certains pays utilisent encore les fossiles pendant une période considérable, mais leurs politiques doivent être clairement engagées en faveur des énergies durables et renouvelables.

**La fonte accélérée de l'Arctique suscite une course aux ressources minières dans cette région. Quel est le rôle des Nations unies pour permettre à cette partie du monde de conserver son caractère pacifique et sa nature encore préservée ?**

Dans l'Arctique, la fonte des glaces est alarmante. Elle est due à la hausse continue des températures - le mois de juillet 2015 a été le plus chaud jamais mesuré au niveau mondial. Nous devons agir de manière urgente. Les glaciers continueront à fondre, le niveau de la mer continuera à monter graduellement, les écosystèmes vont changer et affecter la biodiversité. Nous devons donc plus de temps à perdre.

Certains pays continuent à utiliser lourdement les combustibles fossiles et d'autres, très pauvres, n'ont pas les moyens de lutter contre le changement climatique ou de s'y adapter. Nous devons aider ces pays à préserver leur patrimoine naturel. Je dis toujours que nous devons vivre en harmonie avec la nature. Nous ne devons pas aller contre sa dynamique.

**Les négociations climatiques ont commencé en 1992 avec le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, et aucun progrès mesurable n'a été fait. Les Nations unies sont-elles le forum adapté pour traiter la question climatique ?**

Nous avons négocié et discuté sans prendre d'actions concrètes pendant vingt-trois ans. Combien de temps devons-nous encore attendre ? La science est claire. Nous voyons le changement climatique se produire et ses impacts toucher tous les pays.

### LES DATES

1992

**Début des négociations climatiques à Rio**  
La convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques est ratifiée par 195 Etats.

1997

**Signature du protocole de Kyoto**  
Ce premier traité international juridiquement contraignant, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés, entre en vigueur en 2005.

2015

**Conférence mondiale sur le climat à Paris**  
L'objectif de la COP21, qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre, est de conclure un accord universel pour remplacer Kyoto, applicable à partir de 2020 aux 195 pays afin de limiter la hausse des températures à 2 °C.

Depuis que je suis devenu secrétaire général de l'ONU en 2007, j'ai mis le changement climatique au sommet de l'agenda international. En 2007, en 2009, en 2013 et en 2014, j'ai convoqué plusieurs réunions sur le sujet, en marge des négociations. En 2011, à Durban (Afrique du sud), pour la première fois, les Etats membres se sont accordés officiellement, dans leur déclaration finale, sur la nécessité de parvenir à un accord universel et ambitieux en 2015. Cela a été réaffirmé dans les années suivantes.

Sur mon insistance, à Lima, au Pérou, en 2014, un avant-projet d'accord a été rédigé pour la première fois. Les négociations climatiques avancent à une vitesse d'escalier, mais les Etats membres savent désormais que Paris est la date butoir.

PROFES BRUCEILLIS PAR  
CHRISTOPHE PAD  
ET STEPHANE FOUCART

## La Syrie, le crève-cœur du secrétaire général

Impuissantes à remédier à l'accélération du changement climatique, les Nations unies le sont aussi face à la plus grave crise humanitaire du moment, celle entraînée par la guerre civile en Syrie. Dans les deux cas, ces crises hors de contrôle provoquent des déplacements massifs de populations : inexorables bien qu'irréversibles dans le cas du réchauffement, massifs et dramatiques dans le second. Le drame syrien, avec ses 250 000 morts, ses 5 millions de réfugiés et ses 10 millions de déplacés, restera comme une tache sur le bilan de Ban Ki-moon, dont le second mandat au Secrétariat général de l'ONU s'achèvera à la fin de 2016.

Non seulement « la communauté internationale, sous la houlette des Nations unies, n'a pas été capable de résoudre cette crise », concède-t-il, mais « cette crise a donné naissance à une autre, complètement inattendue, qui a été le sort d'un extrémisme violent et brutal incarné par Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique (EI)] ». Malgré l'ampleur sans précédent de la menace terroriste, l'ONU n'a pas pu ou su être le cadre pour une

coalition internationale contre l'EI. L'Iran d'un côté, les Etats-Unis et leurs alliés de l'autre, les rebelles syriens ainsi que les Kurdes combattent le même ennemi, mais séparément, parfois l'un contre l'autre.

### Unanimité de façade

L'impossibilité de résoudre la crise syrienne provient, selon Ban Ki-moon, de trois niveaux de « divisions » superposés : divisions entre Syriens, divisions entre les puissances régionales et, enfin, divisions au sein du Conseil de sécurité. En attendant un impossible « règlement global », le secrétaire général prône une politique des petits pas, résumée par l'initiative de paix proposée par son envoyé spécial en Syrie, Staffan de Mistura. Elle consiste en quatre groupes de travail : sur les questions militaires et de sécurité, sur la protection des civils, sur les questions politiques et constitutionnelles et sur la réconciliation et le développement - censés mettre en œuvre l'accord de Genève, signé en 2012 et resté lettre morte jusqu'ici. « Nous travaillons à rendre ces groupes de travail opérationnels

dès septembre », assure Ban Ki-moon, qui se félicite du soutien unanime apporté par le Conseil de sécurité à l'initiative de Staffan de Mistura, « la Russie la première ».

Cette unanimité de façade a de quoi susciter l'amertume lorsqu'il compare à l'effort diplomatique réel accompli pour parvenir à l'accord de Vienne sur le programme nucléaire iranien. A sa manière, lisse et polie, Ban Ki-moon le regrette aussi. « Quand l'accord nucléaire iranien a été adopté, souligne le secrétaire gé-

néral de l'ONU, j'ai appelé les huit négociateurs pour les féliciter, mais aussi pour leur dire : pourquoi ne pas utiliser ce cadre et cette dynamique pour résoudre la crise syrienne ? Si l'on a pu résoudre la question nucléaire, rien n'est impossible. » Il ne s'agit pas d'une simple boutade : l'idée d'impliquer les pays du « P5 + 1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne, représentés par l'Union européenne, plus l'Iran, principal parrain du régime de Bachar Al-Assad, dans le règlement de la crise syrienne fait son chemin aux Nations unies et dans les chancelleries.

Ce format diplomatique serait particulièrement adapté au cas syrien : il regroupe tous les acteurs internationaux concernés, à la notable exception des puissances régionales (Arabie saoudite, Turquie et Qatar). Surtout, il fait figurer d'office au Conseil de sécurité, aujourd'hui complètement paralysé par la nouvelle « guerre froide » en cours entre la Russie - et dans une moindre mesure la Chine - et les Etats-Unis, ainsi que leurs alliés occidentaux.

### Paralyse

Seuls les compromis ayant fait l'objet d'un accord préalable seraient ainsi soumis au vote, évitant ainsi la déconvenue de veto dévastateurs. Alors que les Nations unies fêtent leur soixante-dixième anniversaire, jamais le Conseil de sécurité, le bras armé de l'ONU, n'avait été aussi paralysé depuis la chute du rideau de fer à la fin des années 1980. Un autre regret du secrétaire général Ban Ki-moon qui n'aura pas su convaincre les Etats membres de réformer et d'élargir la principale instance de la gouvernance mondiale. ■

C.A. ET S.F.

« Merkel fait un pas de plus pour les migrants » - Libération

## Merkel fait un pas de plus pour les migrants

**L**a chancelière a-t-elle réagi trop lentement pour condamner l'attaque d'un foyer de demandeurs d'asile le week-end dernier par des manifestants néonazis dans la petite ville saxonne d'Heidenau ? Cette question ne se pose plus. Mercredi, Angela Merkel est allée rendre visite aux demandeurs d'asile d'Heidenau. Et en dépit des sifflets de 200 à 300 manifestants d'extrême droite, elle y a condamné ces débordements haineux.

Mardi, l'Allemagne avait annoncé qu'elle renonçait à renvoyer les Syriens vers leur pays d'entrée dans l'UE, décision déjà discrètement mise en œuvre. « L'Europe est dans une situation qui n'est pas digne de l'Europe », a lancé Merkel. Un avis partagé par les Allemands. « Les sondages montrent que 60% de la population pense que l'Allemagne est capable de faire face au défi de l'intégration de centaines de milliers de réfugiés. De très nombreuses initiatives privées d'aide aux réfugiés ont déjà vu le jour. C'est un fait totalement inédit dans l'histoire allemande », estime le professeur Funke, l'un des principaux spécialistes allemands de l'extrême droite et des questions migratoires. Si Angela Merkel



Angela Merkel à Heidenau, mercredi. TOBIAS SCHWARZ/AFP

n'a pas particulièrement innové, les experts s'accordent cependant sur un point : c'est bien sous sa houlette que la droite allemande a accepté l'immigration. « Sans le dire clairement, elle a inscrit son action dans la ligne impulsée par les gouvernements rouge-vert [le SPD et Die Grünen,

équivalents respectifs du Parti socialiste et d'Europe Écologie-les Verts, ndlr], et de Schröder [l'ex-chancelier SPD] qui ont rénové le droit de la nationalité et mis l'accent sur l'intégration des étrangers », précise Hajo Funke.

Les gouvernements Merkel successifs ont peu à peu mo-

demisé le droit des étrangers et simplifié le droit d'asile, notamment en facilitant leur accès au marché du travail. Le renforcement du dialogue interculturel et interreligieux ou encore la question de l'enseignement de l'islam à l'école ont aussi conduit à la création de la Conférence sur l'islam, un cadre permanent de rencontres entre représentants des communautés religieuses musulmanes et de l'État fédéral. De manière générale, on peut constater la volonté d'ouverture du monde politique allemand, qui s'est engagé en faveur d'un discours positif à l'égard des étrangers.

D'autres facteurs ont joué. Le vieillissement du pays, conjugué à une économie high-tech qui tourne à plein régime, laisse prévoir une pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée. Les patrons allemands ont rejoint le chœur de ceux qui veulent accueillir et intégrer les étrangers.

Résultat, la droite « merkelienne », qui n'a pas non plus manqué de constater que la droitisation de l'UMP sous Sarkozy avait avant tout profité au Front national, a toujours refusé d'écouter les sirènes xénophobes.

**THOMAS SCHNEE**  
Interim à Berlin